



**PROJET POUR L'AMÉLIORATION DE LA CONNECTIVITÉ,
LA RÉSILIENCE ET L'INCLUSION LE LONG DU CORRIDOR
MORA -DABANGA - KOUSSERI (PACRI-MDK)**

CADRE DE RÉINSTALLATION

3 Mai 2023

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	iv
LISTE DES ABRÉVIATIONS	v
RESUME EXECUTIF	viii
EXECUTIVE SUMMARY	xi
I. INTRODUCTION	14
II. DESCRIPTION DU PROJET ET COMPOSANTES REQUERANT L'ACQUISITION DES TERRES ET LA REINSTALLATION	14
a. Description générale du projet	14
b. Objectif de Développement du Projet (ODP)	14
c. Zones d'intervention du Projet	14
d. Composantes du projet pour lesquelles l'acquisition de terres et la réinstallation sont requises	15
e. Justification pour la préparation de ce Cadre de réinstallation et non du plan de réinstallation	16
III. LES PRINCIPES ET OBJECTIFS ASSOCIES A LA PREPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION	16
a. Objectif du Plan de Réinstallation	16
b. Principes de la réinstallation	17
IV. PROCESSUS DE PRÉPARATION ET AVIS DE NON-OBJECTION DES MÉCANISMES D'ACQUISITION DE TERRES, DE RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE ET PLANS DE RÉINSTALLATION	17
a. La donation volontaire	18
b. L'accord négocié	20
c. Plan de réinstallation	22
V. ESTIMATION DES EFFETS DU DEPLACEMENT ET DU NOMBRE ET DES CATEGORIES DE PERSONNES DEPLACEES DANS LA MESURE DU POSSIBLE	26
a. Nombre et catégories de personnes déplacées	26

b.	Effets de réinstallation sur les personnes vulnérables.....	26
VI. CRITERES D'ADMISSIBILITE POUR LA DEFINITION DES CATEGORIES DE PERSONNES DÉPLACÉES 27		
a.	Critères d'éligibilité des personnes affectées par la perte de leurs terres.....	27
b.	Critères d'éligibilité des personnes affectées par la perte des mises en valeur autres que les terres	27
c.	Critères d'éligibilité des communautés affectées par la perte des biens communautaires	28
d.	Critères d'éligibilité des activités économiques, ainsi que des exploitants sans droit de propriété comme les locataires	28
e.	Données de référence pour l'établissement de l'éligibilité des personnes et des biens affectés	28
f.	Les groupes vulnérables	28
g.	Date butoir d'éligibilité des personnes et des biens affectés.....	29
VII. CADRE JURIDIQUE DE LA RÉINSTALLATION : CONCORDANCE ENTRE LA REGLEMENTATIONS NATIONALE ET LES DISPOSITIONS DES POLITIQUES DE LA BANQUE..... 30		
a.	Le cadre législatif national	30
b.	La NES n°5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale	33
c.	Analyse des écarts entre le CES et la législation nationale.....	33
a.	Cadre Institutionnel pour l'expropriation.....	37
VIII. MÉTHODE D'ÉVALUATION DES BIENS AFFECTÉS 40		
A.L'évaluation		40
a.	Évaluation et taux de compensation pour les cultures annuelles	44
b.	Évaluation et taux de compensation des cultures pérennes.....	45
c.	Évaluation des tombes.....	47
d.	Évaluation de la perte des revenus	48
e.	Évaluation de la valeur des bâtiments et structures touchés	50
B.	Négociations avec les PAP.....	51

IX. PROCEDURES INSTITUTIONNELLES EN MATIERE DE VERSEMENT DES INDEMNISATIONS ET D'AUTRES AIDES A LA REINSTALLATION	52
a. Mesures d'atténuation ou de compensation	53
b. Types d'assistance aux groupes vulnérables	53
X. PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL	54
XI. MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES	56
a. Plaintes de Réinstallation	56
b. Opérationnalisation du MGP	56
c. Plaintes liées aux VBG/EAS/HS	59
d. Dispositions administratives et recours à la justice	60
XII. MODALITÉS DE FINANCEMENT DE LA RÉINSTALLATION	60
XIII. MÉCANISMES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION DES PERSONNES DÉPLACÉES	62
XIV. PROCÉDURE DE SUIVI DES PLANS DE RÉINSTALLATION	63
a. Mise en œuvre du cadre de suivi	63
b. Indicateurs de suivi du plan de réinstallation	64
c. Responsables du suivi des Plans de Réinstallation	65
ANNEXES	67
Annexe 1 : Termes de Référence pour l'élaboration du plan de réinstallation(PR)	68
Annexe 2 : Fiche de Recensement	74
Annexe 3 : Formulaire de réception des plaintes	67

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Processus de mise en œuvre de la donation volontaire	18
Tableau 2. Processus de mise en œuvre de l'accord négocié.....	20
Tableau 3. Plan de réinstallation sans expropriation	22
Tableau 4 : Matrice des effets estimatifs du déplacement.....	26
Tableau 5 : Lecture compare entre la NES 5 de la BM et Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres.....	34
Tableau 6 : Composition des CCE selon les niveaux indiqués par la Déclaration d'Utilité Publique	39
Tableau 7 : Prix unitaire du mètre carré de terrain applicable dans la zone du projet (.....	41
Tableau 8 : Matrice d'impact lies à la perte de la terre, d'éligibilité et formes de compensation .	42
Tableau 9 : Barème réglementaire de compensation applicable aux cultures annuelles	44
Tableau 10: Barème réglementaire de compensation applicable aux cultures pérennes, fruits, cultures industrielles et plantes médicinales	45
Tableau 11 : Matrice d'éligibilité liée à la perturbation de certaines activités et formes de compensation	49
Tableau 12: Processus de mise en œuvre de la réinstallation articulé avec les travaux de génie civile	55
Tableau 13: Budget estimatif de mise en œuvre du cadre de réinstallation et de réalisation des plans de réinstallation hors PM	61
Tableau 14: Récapitulatif des participants à la consultation publique.	63
Tableau 15: Quelques indicateurs de suivi	64
LISTE DES FIGURES	
Figure 1 : Plan de localisation de la Zone d'Intervention du Projet (Source : MINTP).....	15
Figure 2 :Logigramme de traitement des plaintes	60
BIBLIOGRAPHIE.....	69

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AGR	Activité Génératrice de Revenu
ANO	Avis de Non-Objection
ASMI	Avis à Sollicitation à Manifestation d'Intérêt
BM	Banque Mondiale
CCE	Commission de Constat et d'Evaluation
CES	Cadre Environnemental et Social
CGES	Cadre de gestion Environnementale et Sociale
CR	Cadre de Réinstallation
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DUP	Domaine d'Utilité Publique
EAS	Exploitation et Abus Sexuels
HS	Harcèlement Sexuel
IDA	International Development Association (en français, Association Internationale de Développement)
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDUH	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINTP	Ministère des Travaux Publics
NES	Norme Environnementale et Sociale
ODP	Objectif de Développement du Projet
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PACRI	Projet Pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion
MDK	Mora-Dabanga - Kousseri
PAP	Personne Affectée par le Projet
PR	Plan de Réinstallation
PM	Premier Ministère
RN n°1	Route nationale n°1
SSE	Spécialiste des Sauvegardes Environnementales
SSS	Spécialiste des Sauvegardes Sociales
UGP	Unité de Gestion du Projet
VBG	Violence Basée sur le Genre
ZIP	Zone d'Influence du Projet

DEFINITIONS CLES

La définition de quelques mots ou concepts clés est donnée dans ce paragraphe en vue de faciliter une compréhension commune et convergente :

- **Coût de remplacement :**

Le *coût de remplacement* est défini comme une méthode d'évaluation qui établit une indemnisation suffisante pour remplacer les actifs, plus les coûts de transaction nécessaires associés au remplacement desdits actifs. Là où existent des marchés qui fonctionnent, le coût de remplacement correspond à la valeur marchande établie à partir d'une évaluation immobilière indépendante et compétente, plus les coûts de transaction. Là où des marchés fonctionnels font défaut, le coût de remplacement peut être déterminé par d'autres moyens, tels que le calcul de la valeur de production des terres ou des actifs productifs, ou de la valeur non amortie du matériau de substitution et de la main-d'œuvre à utiliser pour la construction des structures ou d'autres actifs immobilisés, plus les coûts de transaction. Dans tous les cas où le déplacement physique se traduit par la perte de logement, le coût de remplacement doit être au moins suffisant pour permettre l'achat ou la construction d'un logement qui réponde aux normes minimales de qualité et de sécurité acceptables pour la communauté. La méthode d'évaluation appliquée pour déterminer le coût de remplacement doit être consignée dans les documents pertinents de planification de la réinstallation. Les coûts de transaction incluent les frais administratifs, les frais d'enregistrement ou d'acte, les frais de déménagement raisonnables et tous autres frais semblables imposés aux personnes concernées. Pour assurer une indemnisation au coût de remplacement, il peut se révéler nécessaire d'actualiser les taux d'indemnisation prévus dans les zones du projet où l'inflation est élevée ou le délai entre le calcul des taux d'indemnisation et le versement de l'indemnisation est important.

- **Date limite ou date butoir :** c'est la date de la fin de l'opération de recensement des personnes et de leurs biens, de la publication du répertoire des Personnes Affectées par le Projet (PAP) et du règlement de toutes les plaintes relatives à la liste des PAP. Les personnes occupant la zone du projet après la date limite ne sont pas éligibles aux indemnisations ni à l'assistance à la réinstallation. De même, les biens (maisons, champs, arbres...) mis en place ou améliorés après la date limite ne sont pas indemnisés.

- **Expropriation :** Acquisition de terrain par l'État à travers une déclaration d'utilité publique.

- **Groupes vulnérables :** personnes qui, du fait de sexe, de l'âge, du handicap physique ou mental ou de facteurs économiques ou sociaux, peuvent se trouver affectées de manière plus importante par le processus de déplacement et de réinstallation ou, dont la capacité à réclamer ou à bénéficier de l'assistance à la réinstallation et autres avantages peut se trouver limitée. L'expression *défavorisé ou vulnérable* désigne des individus ou des groupes qui risquent davantage de souffrir des impacts du projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un projet. Ces individus ou ces groupes sont aussi plus susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent de ce fait avoir besoin de mesures et/ ou d'une assistance particulière. À cet égard, il faudra tenir compte de

considérations liées à l'âge, notamment des personnes âgées et des mineurs, y compris dans les cas où ceux-ci pourraient être séparés de leur famille, de leur Communauté.

- **Personnes touchées par le Projet (PAP)**

On distingue deux groupes de Personnes touchées par les actions du projet :

- **personnes physiquement déplacées** : personnes ayant subi d'habitation ou de logis du fait des acquisitions de terres par le Projet, nécessitant que la personne affectée se déplace sur un nouveau site ; les personnes physiquement déplacées doivent déménager du fait de la mise en œuvre du projet.

- **personnes économiquement déplacées** : personnes ayant subi une perte de sources de revenus ou de moyens d'existence du fait de l'acquisition de terrain ou de restrictions d'accès à certaines ressources (terre, eau, parcours, forêt), par la construction ou de l'exploitation du Projet ou de ses installations annexes. Les personnes économiquement déplacées ne déménagent pas du fait des actions du Projet.

- **Réinstallation involontaire** : Par *réinstallation involontaire*, on entend que l'acquisition de terres ou l'imposition de restrictions à l'utilisation de terres dans le cadre d'un projet peuvent entraîner un déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou perte de logement), un déplacement économique (perte de terres, d'actifs ou d'accès à des actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou de moyens de subsistance), ou les deux. L'expression « *réinstallation involontaire* » se rapporte à ces effets. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés affectées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres ou les restrictions à l'utilisation des terres qui sont à l'origine du déplacement.

RESUME EXECUTIF

Ce Cadre de Réinstallation (CR) est préparé pour le Projet Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion au long du corridor Mora- Dabanga – Kousséri (PACRI-MDK). L'objectif du CR est de décrire les principes, les modalités d'organisation et les critères de conception de la réinstallation qui doivent s'appliquer aux activités/travaux devant être identifiés et préparés durant la mise en œuvre du projet.

Le projet proposé naît des difficultés à réhabiliter le tronçon routier Mora – Dabanga – Kousséri (205 km) dans le cadre du projet de facilitation du transport et du transit en zone CEMAC(Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale-P079736) clôturé . Ce tronçon routier est considéré comme la partie la plus détériorée du corridor Douala – Ndjamena et revêt une importance régionale cruciale. Son état actuel exacerbe l'isolement de la région de l'Extrême-Nord, entrave les efforts visant à améliorer l'intégration des régions du Nord avec le reste du pays et limite également la capacité des organisations humanitaires à transporter de la nourriture et d'autres aides vers les villages et les communautés de l'Extrême-Nord ainsi que la connectivité avec le Tchad enclavé. Cette section de route est donc essentielle au développement économique et social d'une sous-région de plus en plus fragile et instable.

L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de participer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la résilience et de l'inclusion dans l'extrême nord du Cameroun. Son objectif spécifique est d'améliorer la connectivité, la sécurité routière, la résilience climatique, et l'accès des populations aux services sociaux de base dans cette région du pays avec un accent particulier sur la prise en compte du genre. Il soutiendra également les moyens de subsistance des communautés par la construction d'infrastructures socio-économiques et la création d'emplois temporaires pour les femmes et les hommes dans la zone du projet. Ces interventions devraient rétablir et renforcer la résilience de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et contribuer à atténuer les facteurs de conflit.

Le projet se structure autour de quatre composantes qui sont : 1 : Réhabilitation résiliente au climat et amélioration de la sécurité le long de la section Mora-Dabanga-Kousséri de la route nationale 1 (RN1) ; 2 : Amélioration de l'accessibilité et des infrastructures communautaires dans certaines régions de l'Extrême-Nord (500 km de routes d'accès rurales, de petites infrastructures communautaires le long de la zone d'influence du projet, et des activités de renforcement des capacités pour renforcer les connaissances et les compétences des femmes) ; Composante 3 : Renforcement des capacités, gestion de projet et engagement des citoyens (activités de renforcement des capacités des institutions du secteur routier, y compris des activités visant à prévenir et atténuer les risques d'exploitation et d'abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS) liés aux chantiers de génie civil du projet et les communautés ainsi que leur suivi) ; et 4 : réponse aux urgences de contingence. Cette composante 4 utilisera le mécanisme de réponse immédiate de l'IDA, CERC pour ses initiales en anglais.

Réinstallation Involontaire potentiel du Projet

Des quatre composantes sus-présentées, il est observé que seules les composantes 1 et 2 sont susceptibles d'entraîner des opérations de réinstallation. Les sous-projets qui sont concernés par la réinstallation involontaire sont :(i) la réhabilitation complète de la section Mora-Dabanga-Kousséri de la

RN1, longue de 205 km, qui inclue la reconstruction du pont Tilde (180 mètres) sur la même route et la réhabilitation de la route de contournement de Kousséri (7 km) ; (ii) la réhabilitation et ou aménagement de 500 km de routes d'accès rurales ; (iii) réalisation de petites infrastructures communautaires le long de la zone d'influence du projet(la construction ou la réhabilitation de marchés aux bestiaux, de points d'eau pour le bétail et de parcs de vaccination ; la construction ou la réhabilitation d'écoles et de centres de santé ; la création de centres multimédias communautaires ; la construction ou la réhabilitation de gares routières ou de plateformes logistiques)

A ce stade de la préparation du PACRI, des trois groupes de travaux qui seront financés par le projet, seule la réhabilitation du tronçon Mora-Dabanga-Kousséri de la route nationale n°1 de 205 km est connue. L'Etude des Impacts environnementaux et sociaux de cette route a relevé l'existence de personnes qui pourraient souffrir de déplacement économique à cause des travaux. Cela a été confirmé par la diligence de l'UGP, et un Plan de réinstallation (PR) pour cette route a été préparé, consulté avec les personnes affectées et publié conformément à la NES 5. Par conséquent, ce Cadre se concentrera sur la réinstallation potentielle des deux autres groupes de travaux du projet, notamment les routes rurales (composant 1) et les infrastructures sociales communautaires (composant 2).

Les PR à développer pour d'autres sous-projets selon les besoins seront basés sur le présent CR. Ce CR couvre les dons de terres, les accords négociés et l'expropriation) conformément à la NES5 et fournit des orientations sur les actions requises pour s'aligner à la NES5, y compris comment les dons de terres, le cas échéant (ESS5 Note de bas de page 10) et accords négociés sont alignés à la NES 5.

Le projet veillera à éviter l'acquisition de terres, les restrictions à l'utilisation de terres et la réinstallation involontaire. Lorsque l'acquisition de terres ou les restrictions à l'utilisation qui en est faite ne pourront être évitées, les mécanismes de réinstallation que le Projet pourra utiliser sont a) don volontaire; b) accord négocié ou c) plan de réinstallation. Tous ces mécanismes seront préparés, publiés et devront avoir la non-objection préalable de la Banque.

En cas de réinstallation, les principes suivants seront respectés :

- a) Minimiser autant que possible la réinstallation. Il s'agira de réduire l'emprise où et quand il sera possible pour éviter toute destruction et de minimiser les impacts environnementaux et sociaux ;
- b) Mettre les personnes réinstallées dans les conditions meilleures que celles dans lesquelles elles vivaient avant la réinstallation, ou tout au moins les conditions équivalentes ;
- c) Compenser selon les niveaux permettant aux personnes éventuellement affectées par le projet le maintien de leurs conditions de vie, ou au mieux, le relèvement de leur niveau de vie ;
- d) Informer les populations sur le projet, les consulter à toutes les étapes et les impliquer dans la planification ; ceci permettra une meilleure implication et une participation plus grande des populations bénéficiaires ;
- e) Compenser les personnes affectées et les réinstaller préalablement au démarrage technique effectif et à la mise en œuvre du Projet : Paiement des compensations diverses, déménagement des personnes affectées, assistance en vue de la réhabilitation économique ;
- f) N'élire à la compensation que celles des personnes installées sur le site avant la date butoir.

Ce CR contient les informations et orientations sur les points suivants :

- a) Projet et ses composantes pour lesquelles l'acquisition de terres sera requise ;
- b) Les principes et objectifs associés à la préparation et la mise en œuvre de la réinstallation ;
- c) Le processus de préparation et d'approbation des mécanismes de réinstallation : accord négocié, don volontaire et plans de réinstallation ;
- d) Estimation des effets du déplacement et du nombre et des catégories de personnes déplacées, dans la mesure du possible ;
- e) Des critères d'admissibilité ;
- f) Le cadre juridique permettant d'évaluer la concordance entre les lois et réglementations nationales avec les directives de la Banque mondiale (bailleur de fonds), spécialement la Norme Environnementale et Sociale n°5 (NES 5) relative à l'acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire ;
- g) Les méthodes d'évaluation des biens affectés ;
- h) Les procédures institutionnelles en matière de versement des indemnisations et d'autres aides à la réinstallation ;
- i) Le processus de mise en œuvre qui articule la mise en œuvre de la réinstallation avec les travaux de génie civil ;
- j) Le mécanisme de gestion des plaintes ;
- k) Les modalités de financement de la réinstallation, y compris la préparation et la révision des estimations de coûts, des flux de fonds et des provisions pour imprévus ;
- l) Les mécanismes de consultation et de participation des personnes déplacées dans le cadre des activités de planification, de mise en œuvre ; et
- m) Les modalités de suivi-évaluation des activités de la réinstallation.

Budget de mise en œuvre du Cadre de réinstallation

Le budget prévisionnel du processus de réinstallation du Projet s'évalue à 295 000 000 (Soixante-dix-sept millions de dollars) de francs CFA soit environ 125 433 USD dollars américains supportés par les ressources du Gouvernement du Cameroun. Ce budget provisionnel tient compte de la mise en œuvre, du suivi, de l'évaluation et du renforcement des capacités. Il capte le PR de la route principale mais également les routes de connectivité et autres infrastructures socioéconomique (composante 2) qui pourraient entraîner la réinstallation. Il s'agit d'un budget révisable en fonction des besoins du projet. Les Plans de travail et de budget annuels du Projet devront prendre en compte les activités prévues dans le présent cadre.

EXECUTIVE SUMMARY

This Resettlement Framework (RF) is prepared for the Enhancing Connectivity And Resilience In The Far North Of Cameroon For Inclusiveness Project along the Mora-Dabanga – Kousséri Corridor (PACRI-MDK). The objective of the RF is to describe the principles, organizational arrangements, and resettlement design criteria which should be apply to activities/works to be identified and prepared during the implementation of the project.

The proposed project arises from difficulties in rehabilitating the Mora – Dabanga – Kousséri road section (205 km) as part of the now closed Transport-Transit Facilitation Project of CEMAC (Economic and Monetary Community of Central Africa-P079736). This road section is considered the most deteriorated part of the Douala – Ndjamea corridor and is of crucial regional importance. Its current state exacerbates the isolation of the Far North region, hinders efforts to improve the integration of the northern regions with the rest of the country, and also limits the ability of humanitarian organizations to transport food, supplies, and other forms of aid to villages and communities in the Far North as well as connectivity with landlocked Chad. This section of road is therefore essential to the economic and social development of an increasingly fragile and unstable sub-region.

The Project Development Objective (PDO) is to help reduce poverty, improve resilience and inclusion in the Far North of Cameroon. Its specific objective is to enhance connectivity and climate resilience along the Mora-Dabanga-Kousséri road section, and improve the resilience and access to basic socioeconomic infrastructure for IDPs, refugees, returnees, and selected communities in the Far North of Cameroon. Hence, contributing to the creation of temporary jobs for women and men in the project area. These interventions should restore and strengthen the resilience of the Far North region of Cameroon and contribute to mitigating the drivers of conflict.

The project is structured around four components which are: 1: Road Rehabilitation and Maintenance along the Mora-Dabanga-Kousséri section of National Road 1 (RN1); 2: Improved community infrastructure in selected areas, refugee camps and host communities of the Far North region ; 3: Transport Sector Institutional Strengthening, addressing capacity building, project management, and citizen engagement (capacity building activities of road sector institutions, including activities aimed at preventing and mitigating the risks of sexual exploitation and abuse (SEA) and harassment (HS) linked to the civil works of the project and the communities as well as their monitoring); and 4: Contingency Emergency Response Component.

Potential Involuntary Resettlement as a results of project activities/

Of the four components presented above, it is observed that only components 1 and 2 are likely to lead to resettlement operations. The sub-projects which are concerned by the involuntary resettlement are: (i) the complete rehabilitation of the Mora-Dabanga-Kousséri section of the RN1, 205 km long, which includes the reconstruction of the Tilde bridge (180 meters) on the same road and rehabilitation of the Kousséri bypass road (7 km); (ii) rehabilitation and/or development of 500 km of rural access roads; (iii) construction of small community infrastructure along the project area of influence (construction or rehabilitation of cattle markets, water points for cattle and vaccination centers; construction or rehabilitation of schools, and health centers; the creation of community multimedia centers; the construction or rehabilitation of bus stations).

At this stage of the project, the activities regarding the rehabilitation of the Mora-Dabanga-Kousséri

section of the 205 km national road n°1 have been identified. Hence, a Resettlement Plan was prepared., consulted upon and disclosed the World Bank's site and the GoC's site at www.mintp.cm on 05/03/2023

The activities regarding the others two subprojects (community infrastructures and rehabilitation of secondary roads) that will be financed by the project are yet to be define. Also, this RF, based on the same principles and procedures of the RP under preparation, will focus on the potential resettlement of the other two groups of works (community infrastructures and rehabilitation of secondary roads).

Other RPs that will need to prepared during Project's implementation will be based on this RF. These will cover all types of land transactions (i.e. land donations, negotiated agreements, and expropriation) in accordance with ESS5, and provides guidance on the actions required to align with the resettlement framework including how the project responds to ESS5 guidance regarding land donations. It will take into consideration Footnote 10 of ESS5 if applicable.

The Project will ensure that land acquisition, land use restrictions and involuntary resettlement are avoided. Where land acquisition or restrictions on land use cannot be avoided, the resettlement mechanisms that the Project may use are (a) voluntary donation; b) negotiated agreement or c) resettlement plan. All these mechanisms will be prepared and published, and they must have the prior non-objection of the Bank.

In the event of resettlement, the following principles will be respected:

a) Minimize resettlement as much as possible. It will be a question of reducing the right-of-way where and when it is possible to avoid any destruction and to minimize the environmental and social impacts;

(b) Ensure resettled persons are in better conditions than those in which they lived before the resettlement, or at least equivalent conditions;

c) Compensate appropriately; enabling people potentially affected by the project to maintain their living conditions, or at best, raise their standard of living;

d) Inform the population about the project, consult them at all stages and involve them in the planning; this will allow better involvement and greater participation of the beneficiary population;

e) Compensate the affected persons and resettle them prior to the actual technical start-up and the implementation of the Project: Payment of various compensations, relocation of the affected persons, assistance and promote economic rehabilitation;

f) Only compensate those identified on the site before the deadline.

This RF contains information and guidance on the following points:

a) Project and its components for which land acquisition will be required;

b) The principles and objectives associated with the preparation and implementation of resettlement;

c) The process of preparation and approval of resettlement mechanisms: negotiated agreement, voluntary donation and resettlement plans;

(d) Estimation of the effects of displacement and the number and categories of displaced persons, to the extent possible;

e) Eligibility criteria;

f) The legal framework to assess the concordance between national laws and regulations with the guidelines of the World Bank (donor), especially the Environmental and Social Standard No. 5 (ESS 5) relating to land acquisition, land use restrictions and involuntary resettlement;

g) Methods of valuation of affected property;

- (h) Institutional procedures for the payment of compensation and other resettlement assistance;
 - i) The implementation process which articulates the implementation of the resettlement with the civil works;
 - j) The Grievance Redress mechanism;
 - k) Resettlement financing arrangements, including the preparation and review of cost estimates, flow of funds and contingencies;
 - l) Mechanisms for consultation and participation of displaced persons in planning and implementation activities; And
 - m) Modalities for monitoring and evaluation of resettlement activities.
- Resettlement Framework Implementation Budget

The estimated budget for the resettlement process for the entire Project is estimated at 295 000 000 295 000 000 Francs CFA francs, or approximately 491,470.00 USD. This budget will be supported by GoC resources. This estimated budget takes into account implementation, monitoring, evaluation and capacity building. It captures the main road but also the connectivity roads and other socio-economic infrastructure (component 2) which could lead to resettlement. This budget will be revised as per project needs. The Project's work plans and annual budget must take into account the activities planned in this framework.

I. INTRODUCTION

Ce Cadre de Réinstallation est préparé pour le Projet Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor Mora-Dabanga-Kousséri (PACRI-MDK).

Le Projet PACRI-MDK, sera mis en œuvre par le Gouvernement du Cameroun dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il vise (i) l'amélioration de la connectivité, la sécurité routière et la résilience climatique le long du tronçon routier Mora-Dabanga-Kousséri, et (ii) l'amélioration de l'accès aux infrastructures socio-économiques de base pour certaines communautés de l'Extrême-Nord du Cameroun.

II. DESCRIPTION DU PROJET ET COMPOSANTES REQUERANT L'ACQUISITION DES TERRES ET LA REINSTALLATION

a. Description générale du projet

Le Projet pour l'Amélioration de la Connectivité, la Résilience et l'Inclusion le long du corridor Mora-Dabanga– Kousséri (PACRI-MDK) proposé naît des difficultés à réhabiliter le tronçon routier Mora – Dabanga – Kousséri (205 km) dans le cadre du projet clôturé CEMAC. Selon le PID (2022)¹, ce tronçon routier est considéré comme la partie la plus détériorée du corridor Douala – Ndjamen et revêt une importance régionale cruciale. Son état actuel exacerbe l'isolement de la région de l'Extrême-Nord, entrave les efforts visant à améliorer l'intégration des régions du Nord avec le reste du pays et limite également la capacité des organisations humanitaires à transporter de la nourriture et d'autres aides vers les villages et les communautés de l'Extrême-Nord ainsi que la connectivité avec le Tchad enclavé. Cette section de route est donc essentielle au développement économique et social d'une sous-région de plus en plus fragile et instable.

b. Objectif de Développement du Projet (ODP)

L'Objectif de Développement du Projet (ODP) PACRI-MDK, est de participer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la résilience et de l'inclusion dans l'extrême nord du Cameroun. Son objectif spécifique est d'améliorer la connectivité, la sécurité routière, la résilience climatique, et l'accès des populations aux services sociaux de base dans cette région du pays avec un accent particulier sur la prise en compte du genre. Il soutiendra également les moyens de subsistance des communautés par la construction d'infrastructures socio-économiques et la création d'emplois temporaires pour les femmes et les hommes dans la zone du projet. Ces interventions devraient rétablir et renforcer la résilience de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et contribuer à atténuer les facteurs de conflit.

c. Zones d'intervention du Projet

Le PACRI sera mis en œuvre dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun, départements du Mayo Sava (Mora) et du Logone et Chari (Kousséri). Il couvre les communes, Mora, Waza, Makari, Logone Birni, et Kousséri. La carte suivante décline le positionnement géographique des villages traversés par le projet.

¹ Project Information Document mis à jour le 15 juin 2022

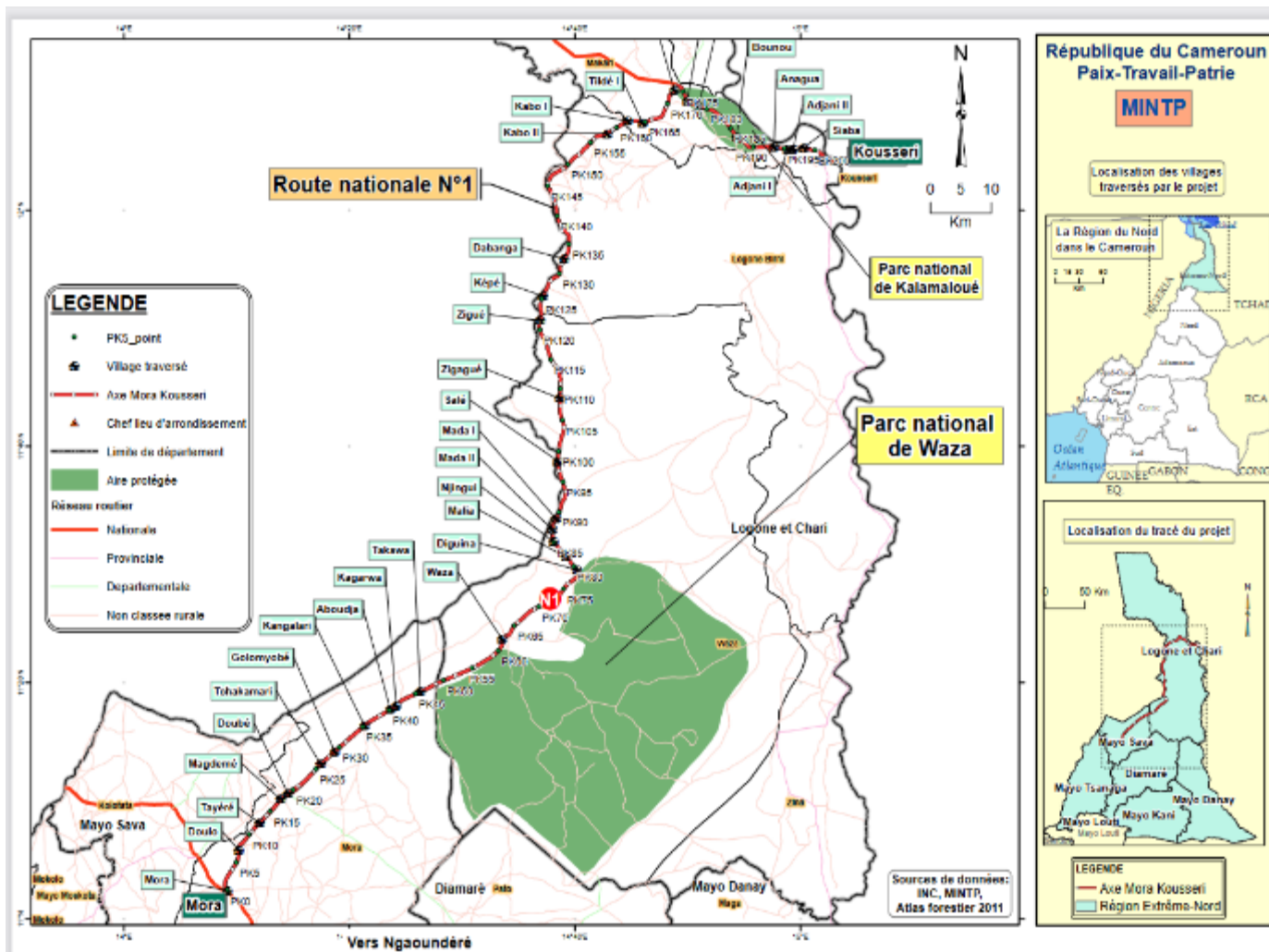


Figure 1 : Plan de localisation de la Zone d'Intervention du Projet (Source : MINTP)

d. Composantes du projet pour lesquelles l'acquisition de terres et la réinstallation sont requises

Deux composantes des quatre du PACRI-MDK présentent des activités susceptibles d'entraîner des opérations de réinstallation involontaire. Il s'agit des composantes 1, 2.

De manière spécifique, le PACRI vise l'amélioration de (i) la connectivité, la sécurité routière et la résilience climatique le long du tronçon routier Mora-Dabanga-Kousséri, et (ii) l'accès aux infrastructures socio-économiques de base pour certaines communautés de l'Extrême-Nord du Cameroun. Le PACRI est structuré en trois composantes à savoir :

La composante 1 (308,52 millions de dollars) : qui porte sur la réhabilitation résiliente et travaux d’entretien de la Route Nationale 1 (RN1) sur 205 km, du pont de Tilde (180m), de voies de contournement de Kousseri (7km) et la réhabilitation et mise à niveau de près de 200km de routes communales et régionales. La réhabilitation de ce corridor et routes communales et régionales est une priorité clé du gouvernement du Cameroun pour faciliter la circulation sécuritaire des personnes et des marchandises sur l’un des axes routiers vitaux clés (RN1), reliant la partie sud du pays aux régions du nord ;

La composante 2 (18,73 millions de dollars) : qui porte sur l'amélioration de l'accessibilité et des infrastructures communautaires. Cette composante utilisera une approche axée sur la demande pour identifier les

investissements complémentaires nécessaires pour renforcer la résilience climatique et économique des populations vivant dans la zone d'influence du corridor RN1 dans le Grand Nord. Le projet financera la réhabilitation et la modernisation de petites infrastructures communautaires le long de la zone d'influence du projet et des activités de renforcement des capacités pour renforcer les connaissances et les compétences des femmes.

La composante 3 (2,9 millions de dollars) : qui porte sur le renforcement des capacités, sécurité routière et gestion de projet. Cette composante fournira également un appui et renforcera les capacités pour la gestion, la mise en œuvre et la supervision du projet, y compris l'audit du projet et les exigences environnementales sociales, l'identification et atténuation des disparités entre les Genres ; l'établissement et mise en œuvre d'un mécanisme de recours aux griefs de projet, et mécanisme et intégration de l'engagement des citoyens dans le secteur routier.

La Composante 4 : Composante d'intervention rapide en cas d'urgence (CERC). Cette composante facilitera l'accès à un financement rapide en permettant la réaffectation des fonds non engagés du projet en cas de catastrophe naturelle, soit par une déclaration officielle d'urgence nationale, soit sur demande officielle du gouvernement du Cameroun. La composante 4 utilisera le mécanisme de réponse immédiate de l'IDA. Apart le sous-projet de travaux de réhabilitation de la route nationale n°1(RN n°1) Mora – Dabanga – Kousséri, en accordant à la description de composantes au-dessus, les activités envisagées dans le cadre de ce projet et qui sont susceptibles de requérir l'acquisition de terres, d'imposer des restrictions à l'utilisation de terres et la réinstallation involontaire sont regroupées en deux catégories qui sont : (a) les sous-projets de réhabilitation des tronçons ruraux ; et (b) les sous-projets d'équipement communautaire.

e. Justification pour la préparation de ce Cadre de réinstallation et non du plan de réinstallation

Ce CR est préparé pour la préparation de plan de réinstallation selon le cas échéant de sous-projets de réhabilitation et ou d'aménagement de 500 km de routes d'accès rurales et de réalisation de petites infrastructures communautaires le long de la zone d'influence du projet, qui ne sont pas encore complètement définis et le seront seulement pendant la mise en œuvre du projet. En effet, les critères et procédures détaillés pour l'identification des routes d'accès rurales et des petites infrastructures communautaires à soutenir seront décrits dans le Manuel de mise en œuvre du projet (MIP).

Ces petites infrastructures communautaires sont de différents types d'infrastructures socio-économiques de base, qui pourrait s'agir de : (i) la construction ou la réhabilitation de marchés aux bestiaux, de points d'eau pour le bétail et de parcs de vaccination ; (ii) la construction ou la réhabilitation d'écoles et de centres de santé ; (iii) la création de centres multimédias communautaires ; (iv) la construction ou la réhabilitation de gares routières ou de plateformes logistiques.

III. LES PRINCIPES ET OBJECTIFS ASSOCIES A LA PREPARATION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION

a. Objectif du Plan de Réinstallation

Ce cadre de réinstallation a pour objectif de décrire les principes, les modalités d'organisation et les critères de conception de la réinstallation qui doivent s'appliquer aux activités/travaux devant être préparés durant la mise en œuvre du projet.

Bien que les composantes/activités/travaux du PACRI soient connues et le zone du projet identifiée, il persiste des inconnus quant à l'impact du projet sur l'acquisition des terres, la restriction à l'utilisation des terres et la réinstallation involontaire des deux autres groupes de travaux (composante 1 et 2). Lorsque l'information nécessaire sera disponible, le présent cadre sera élargi ou décomposé en plusieurs plans de réinstallation spécifiques selon le besoin. Aucun déplacement physique et/ou économique ne sera effectué tant que les plans requis en vertu de la NES n°5 n'auront pas été mis au point.

b. Principes de la réinstallation

Les principes de réinstallation conformément à la NES n°5 sont comme suit :

- i. Éviter la réinstallation involontaire ou, lorsqu'elle est inévitable, la minimiser en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet ;
- ii. Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes de l'acquisition de terres ou des restrictions à l'utilisation qui en est faite, grâce aux mesures ci-après :
 - a. Assurer une indemnisation rapide au coût de remplacement des personnes spoliées de leurs biens ;
 - b. Aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir.
- iii. Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux ;
- iv. Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci ;
- v. Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.
- vi. Veiller à ce que le processus de consultation permette aux femmes de faire valoir leurs points de vue et faire en sorte que leurs intérêts soient pris en compte dans tous les aspects de la planification et la mise en œuvre de la réinstallation.

IV. PROCESSUS DE PRÉPARATION ET AVIS DE NON-OBJECTION DES MÉCANISMES D'ACQUISITION DE TERRES, DE RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE ET PLANS DE RÉINSTALLATION

Le projet veillera à éviter l'acquisition de terres, les restrictions à l'utilisation de terres et la réinstallation involontaire. Lorsque l'acquisition de terres ou les restrictions à l'utilisation qui en est faite ne pourront être évitées, les mécanismes de réinstallation que le Projet pourra utiliser sont a) donation volontaire ; b) accord négocié ou c) plan de réinstallation. Tous ces mécanismes seront préparés, publiés et devront avoir la non-objection préalable de la Banque.

a. La donation volontaire

La donation volontaire pourra survenir lorsqu'un arrangement volontaire sera possible entre les parties prenantes du projet (actant pour le compte du projet dans un rôle d'acheteur consentant et un vendeur consentant). Il intervient dans un contexte où les propriétaires fonciers ont la possibilité de refuser de vendre sans la menace d'une expropriation. Ce cas de figure pourra être opérationnel pour les sous-projets qui concernent les petites infrastructures communautaires.

La donation volontaire ne sera mise en œuvre que si les conditions suivantes sont réunies :

- (i) la Banque donne un avis favorable à cette approche. Cet avis sera conditionné par la production de l'UGP des éléments ci-après :
 - 1. le ou les donateurs potentiels ont été correctement informés et consultés sur le projet et les options qui leur sont offertes ;
 - 2. les donateurs potentiels sont conscients que le refus est une option, et ont confirmé par écrit leur volonté d'effectuer la donation ;
 - 3. la superficie des terres qui est prévue d'être cédée est négligeable et le donateur ne restera pas avec une parcelle inférieure à ce dont il a besoin pour maintenir ses moyens de subsistance à leurs niveaux actuels ;
 - 4. aucune réinstallation des familles n'est prévue ;
 - 5. le donateur devrait tirer directement avantage du projet ; et
- (ii) dans le cas de terres communautaires ou collectives, la donation ne peut s'effectuer qu'avec le consentement des personnes qui exploitent ou occupent ces terres. L'UGP tiendra un registre transparent de toutes les consultations et de tous les accords conclus.

Tableau 1. Processus de mise en œuvre de la donation volontaire

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
1.	Nomination de l'équipe de travail sur les procédures de donation volontaire	UGP, Maire	Préparer des TDR de l'équipe de travail ; Désigner des membres de l'équipe de travail.	Les membres de l'équipe de travail sur la donation volontaire seront des employés de la Mairie.
2.	Formation de l'équipe de travail	L'UGP	Programmer, organiser et financer la formation de l'équipe de travail.	L'UGP s'assurera que les acteurs intervenants dans le processus de donation volontaire soient suffisamment imprégnés des exigences de la NES n°5 afin de garantir que l'identification des potentiels donateurs et les négociations se fassent avec les mêmes principes
3.	Identification des donateurs et des terres nécessaires au projet	L'équipe de travail	Identifier des potentiels donateurs et terres sollicitées pour le projet.	L'équipe de travail produira un document (rapport d'identification) dans lequel elle : 1. Expliquera la méthodologie de choix des donateurs ; 2. Présentera les potentiels donateurs volontaires

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
				retenus avec la base de donné; 3. Présentera les arguments justifiants le respect du point 3 des conditions préalables à l'ANO de la Banque comme mentionné ci-dessus;
4.	Information et consultation des potentiels donateurs sur le projet et les options qui leur sont offertes	Le Maire, l'UGP, l'équipe de travail	Organiser des cessions d'information aux donateurs identifiés ; Répondre aux préoccupations des donateurs sur la procédure en conformité avec la NES 5	
5.	Signature des procès-verbaux (PV) de confirmation de la volonté de faire la donation volontaire	Les donateurs, Le Maire, l'UGP	Le maire produit les PV de confirmation de la volonté de faire la donation ; L'UGP contrôle et veille au respect de la NES 5 dans la production des PV de confirmation de la volonté de faire la donation ; Les donateurs signent les PV de confirmation de la volonté de faire la donation volontaire.	
6.	Production du rapport de la procédure mise en œuvre en vue de réaliser la donation volontaire.	L'équipe de travail	Rédiger le rapport	Le rapport sera soumis à la validation de la Banque mondiale. Il présentera les activités mises en œuvre en vue d'assurer le respect des conditions requises à la mise en œuvre de l'approche donation volontaire en conformité avec la NES 5. L'évaluation devra être dans une base de données électronique.
7.	Sollicitation de l'avis de la Banque sur l'approche de la donation volontaire	Le Maire et l'UGP	L'UGP et le Maire préparent et transmettent à la Banque pour ANO les éléments requis, tel que mentionné au paragraphe (i).	
8.	Acquisition de la terre	Le Maire, les donateurs, les notaires, l'UGP.	Le Maire et le donateur engage la procédure légale d'acquisition de la terre (par devant notaire). L'UGP assure le suivi et évaluation de la procédure et veille à ce qu'elle se déroule dans un temps efficient.	Cette acquisition de terre se fera en trois étapes - Contractualisation (acquisition du certificat de propriété et ouverture d'un dossier) ; - Demande de morcellement ; - Etablissement du dossier technique ; - Signature de l' acquisition de terre devant le notaire ; - Acquisition du titre foncier chez le notaire.
9.	Rapport de mise en œuvre de l'approche de donation volontaire	L'UGP	L'UGP prépare le report et transmet à la Banque pour ANO	

b. L'accord négocié

L'accord négocié est le mécanisme qui pourra être utilisé par le projet pour faire une acquisition de terres particulières ou imposer des restrictions à leur utilisation aux fins du projet au lieu de le faire en procédant par expropriation. C'est un accord mutuellement acceptable entre le projet et les propriétaires ou usagers fonciers.

Cette approche, ne saurait être mise en œuvre que s'il est certain qu'une expropriation est inévitable, que le projet procédera à une expropriation ou utilisera tout autre mécanisme obligatoire si les négociations échouent.

Le processus de mise en œuvre de l'accord négocié pourra être adopté dans le cadre de mise en œuvre des sous-projets de réhabilitation des routes rurales et des petites infrastructures communautaires et il se fera de la manière suivante :

Tableau 2. Processus de mise en œuvre de l'accord négocié

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
1	Mise en place du Comité ad hoc en charge du recensement, de l'évaluation des biens et du paiement des compensations Le Comité ad hoc est composé des membres de la CCE, du Consultant (si tel est le cas) du plan de réinstallation, du Représentant de l'UGP et des équipes de conformité du MGP	Le Maire	Préparation et signature de la décision portant la création et fonctionnement du Comité ah doc	Le Maire obtient au besoin, une délibération municipale l'autorisant à organiser et à conduire des négociations d'expropriation pour cause d'utilité publique dans le cadre du PACRI.
2	Nomination de l'équipe de travail ou recrutement du consultant	UGP	Préparation des TDR de l'équipe de travail ou du consultant Pour le cas de consultant, préparation et publication des ASMI Contractualisation du consultant	Rien à Signaler.
3	Formation du Comité ad hoc, y compris le l'équipe de travail ou consultant	L'UGP en collaboration avec la Banque mondiale	Programmation, organisation et financement si c'est le cas de la formation	L'UGP s'assurera que les acteurs intervenant dans l'évaluation des biens soient suffisamment imprégnés des exigences de la NES n°5 afin de garantir que ces évaluations se fassent avec les mêmes principes.
4	Recensement des Personnes Affectés par le Projet (PAP) et identification des terres, biens et sources de revenus selon le cas échéant y compris pertes de patrimoine culturel (déplacement des tombes, terres communautaires, etc.)	Le Comité ad hoc et l'équipe de travail ou consultant en charge de l'élaboration du Plan des accords négociés	Identification des PAP, recensement des terres, biens et sources de revenus selon le cas échéant.	L'identification et recensement des PAP doivent être dans une base de données électronique.

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
5	Evaluation (mises en valeur) des terres, biens et sources de revenus selon le cas échéant conformément aux coûts de remplacement de la NES 5		Évaluation des terres, biens, sources de revenus, (constructions, nues propriétés, cultures) pertes de patrimoine culturel et pertes économiques	L'évaluation devra être dans une base de données électronique.
6	Production et validation du rapport d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité ad hoc et l'équipe de travail ou consultant 	<p>Le Comité ad hoc et le consultant en Plan de réinstallation pour la production du rapport d'expertise</p> <p>Le Maire pour la validation du rapport avant transmission à la Banque</p> <p>Le rapport d'expertise sera validé avant le début des négociations avec les PAP</p>	
7	Obtention de la Non-objection de la Banque sur le rapport d'évaluation	Banque mondiale		
8	Négociations avec les PAP sur le mode de paiement des indemnités/compensations (espèces ou nature) en utilisant le rapport d'évaluation non objecté par la Banque	Le Comité ad hoc et l'équipe de travail ou consultant en Plan des accords négociés et l'UGP	<p>Conduire les négociations conformément aux dispositions du décret N°87/1872</p> <p>Préparer et signer les Procès-Verbaux (PV) de négociation/protocole d'accord</p>	Ces négociations seront organisées par le Maire et se feront conformément aux dispositions du Décret n°87/1872 du 16 décembre 1987 et les exigences de la NES n°5.
9	Production du rapport du Plan d'accords négociés (avec les informations correspondantes indiquant la procédure de consultation/négociation qui a été conduite, le rapport des négociations avec PV; les échéances de paiement correspondant aux choix des PAP, entre autres).	L'équipe de travail ou consultant Plan des accords négociés	Rédaction du rapport du Plan d'accords négociés conformément aux TDR	
	Validation du rapport du Plan d'accords négociés	UGP	Vérification de la conformité du rapport avec les TDR et notamment avec la NES n°5 afin de prononcer son acceptabilité par l'UGP et sollicitation de l'ANO par la Banque mondiale	
9	Non objection du rapport du Plan d'accords négociés	Banque mondiale		
10	Le paiement des compensations	Le Comité ad hoc L'UGP, membre du Comité ad hoc et	Paiement des compensations (pécuniaire ou en nature) suivant les conclusions des	

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
		des équipes de conformité participent à ces paiements. Le consultant évaluateur externe de la mise en œuvre du plan de réinstallation est également associé à cette opération.	négociations consignées dans le procès-verbal signé à cet effet	
11	Reporting du Plan d'accords négociés	L'UGP prépare le rapport et transmet à la Banque pour ANO		

c. Plan de réinstallation

i. Sans expropriation

La réinstallation sans expropriation sera mise en œuvre en conformité avec la NES 5. et en suivant le processus résumé table 3.

Tableau 3. Plan de réinstallation sans expropriation

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
1.	Nomination de l'équipe de travail ou recrutement du consultant chargé de l'élaboration du Plan de réinstallation	UGP	Préparer des TDR de constitution/recrutement de l'équipe de travail ou du consultant Pour le cas de consultant, préparer et publier des ASMI Contractualiser le consultant	Rien à Signaler
2.	Information et consultation des Personnes affectées par le projet (PAP)	UGP, Mairie, équipe de travail ou consultant en charge de l'élaboration du Plan de réinstallation.	Organiser des sessions d'information aux donateurs et répondre aux préoccupations des populations sur la procédure de réinstallation.	Durant ces séances, les sujets suivants seront abordés : -Le projet et les impacts liés à la réinstallation ; -Les critères d'admissibilité des personnes touchées ; -La date limite d'admissibilité au paiement d'une indemnisation ou de toute

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
				autre aide ; -Le MGP.
3.	Recensement des PAP et identification des terres, biens et sources de revenus selon le cas échéant y compris les pertes de patrimoine culturel (déplacement des tombes, terres communautaires, etc.) et restrictions aux ressources.	L'équipe de travail ou consultant	Identifier des PAP, recenser des terres, biens, ressources naturelles et sources de revenus selon le cas échéant.	L'identification et le recensement des PAP doivent être dans une base de données électronique.
4.	Evaluation (mise en valeur) des terres, biens et sources de revenus selon le cas échéant conformément aux coûts de remplacement de la NES 5	L'équipe de travail ou consultant	Évaluer des terres, biens, sources de revenus, (constructions, nues propriétés - terrains ou espaces fonciers, cultures) pertes de patrimoine culturel, pertes économiques et restrictions ou pertes d'accès aux ressources naturelles.	L'évaluation devra être dans une base de données électronique.
5.	Définition des mesures d'atténuation requises pour faire face aux effets néfastes éventuels de la réinstallation	L'équipe de travail ou consultant ; Le Maire.	L'équipe de travail ou le consultant dans un processus participatif coordonne les travaux de détermination des mesures de restrictions appropriées et définira les mesures d'atténuation requises pour faire face aux effets néfastes éventuels de ces restrictions sur les moyens de subsistance. Le Maire mobilise les populations pour prendre part aux travaux d'identification des mesures d'atténuation requises.	
6.	Production et validation du Plan de Réinstallation (PR).	L'équipe de travail ou consultant.	L'équipe de travail ou consultant produit le Plan de Réinstallation ; Le Maire valide le Plan de Réinstallation avant transmission à la Banque.	
7.	Obtention de la Non-objection de la Banque sur le Plan de Réinstallation	Banque mondiale	La Banque évalue la qualité et la conformité du Plan de Réinstallation et donne son avis.	
8.	Publication du Plan de Réinstallation	UGP et Banque mondiale.		
9.	Mise en œuvre du Plan de Réinstallation	L'UGP et le Maire	Le Maire mobilise les ressources humaine, matériel et financière pour la mise en œuvre du plan de réinstallation. Il réalise l'exécution du Plan de réinstallation. L'UGP réalise le suivi et évaluation de la mise en œuvre du	

N°	ETAPES	RESPONSABLES	ROLES	OBSERVATIONS
			plan de réinstallation.	
10.	Recrutement d'un Consultant pour l'Audit externe du Plan de Réinstallation	L'UGP	Préparer des TDR du consultant ; Préparer et publier des ASMI ; Contractualiser le consultant.	
11.	Réalisation d'un audit externe d'achèvement du Plan de Réinstallation	Consultant indépendant externe	Le Consultant indépendant externe réalise un audit externe en phase finale de la mise en œuvre du PR lorsque toutes les mesures d'atténuation auront été pratiquement terminées. L'objectif sera de déterminer si les moyens de subsistance et les conditions de vie ont été améliorés ou au moins rétablis, et proposer, selon le cas, des mesures correctives pour les objectifs qui n'ont pas été atteints.	
12.	Reporting d'un audit externe d'achèvement du Plan de Réinstallation		L'UGP révisé le rapport, donne sa conformité et transmet à la Banque pour ANO	

ii. Avec expropriation

Si une expropriation est nécessaire, elle sera faite en accordant avec la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique telle que prévue par la législation camerounaise. Les lacunes qui existent entre cette législation et la NES n°5 de la Banque mondiale seront comblées par les dispositions de la NES n°5. Voir les Termes de Référence pour l'élaboration d'un plan de réinstallation en annexe 1.

L'élaboration du Plan de Réinstallation doit suivre les étapes suivantes :

(i). Screening domaniaux :

Un screening des potentiels terres (la terre) comprend tout ce qui pousse ou est fixé en permanence au sol, comme les cultures, les bâtiments et d'autres aménagements, ainsi que les plans d'eau qui s'y trouvent. (Note d'orientation à l'intention des emprunteurs, NES no 5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire, Note de bas de page n°1, pp1²). Ce screening est requis par le projet afin d'identifier la catégorie domaniale à laquelle elles appartiennent (Domaine national, le domaine de l'Etat et le domaine particulier). A l'issus de ce screening, les terres éligibles à l'expropriation seront identifiées.

² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/451731548455369922/ESF-Guidance-Note-5-Land-Acquisition-Restrictions-on-Land-Use-and-Involuntary-Resettlement-French.pdf>

(ii). Déclaration d'Utilité Publique

Le MINTP saisira le MINDCAF pour (i) la publication d'arrêté(s) déclarant d'utilité publique pour l'emprise des travaux et (ii) la mise sur pied de la Commission de Constat et d'Evaluation (CCE) des biens qui aura un niveau de compétence régionale.

(iii). Information et consultation des populations et communautés affectées :

Le processus d'information et de consultation des populations et communautés affectées sera réalisé pendant les enquêtes socio-économiques et les recensements des personnes et des biens affectés, afin que nul ne soit oublié.

(iv). Études socio-économiques et recensement des PAP et inventaire des biens

Toute évaluation socio-économique sera conduite par le(s) Consultant(s).

(v). Enquêtes et élaboration des procès-verbaux

Avec le consultant, la CCE mènera une enquête en présence des propriétaires des biens. A l'issue des enquêtes, la CCE produira : (i) un procès-verbal d'enquête relatant tous les incidents éventuels ou observations des personnes évincées signé de tous ses membres présents ; (ii) un procès-verbal de bornage et le plan parcellaire des terrains retenus, établis par le géomètre membre de la commission ; (iii) un état d'expertise des cultures signé de tous les membres de la commission ; (iv) un état d'expertise des constructions et de toute autre mise en valeur signé de tous les membres de la commission.

(vi). Rédaction du plan de réinstallation et Avis de Non-objection (ANO) de la Banque

Le Plan de Réinstallation sera élaboré par le(s) consultant(s) recruté(s) par l'UGP. La revue et l'approbation du Plan de Réinstallation s'effectuera à travers des ateliers de validation organisés par le consultant sous la coordination de l'UGP aux niveaux des communes concernées. La version finale sera examinée par l'UGP en vue de s'assurer que le Consultant a pris en compte toutes les remarques, suggestions et recommandations issues de l'atelier. Elle sera ensuite soumise à la Banque afin d'obtenir l'ANO.

(vii). Publication du PR

La version du Plan de Réinstallation ayant obtenu l'ANO de la Banque sera publiée partout où besoin sera. Entre autres, elle sera publiée auprès des communautés bénéficiaires, aux niveaux départementaux, régionaux et nationaux. La publication se fera sur les sites Web du PACRI (à créer) et par tous les moyens efficaces (presses écrites, communication radio, par voies électroniques) et sur le site de la Banque mondiale.

Le président de la Commission de Constat et d'Evaluation (CCE) transmettra au MINDCAF le dossier contenant l'arrêté désignant nommément les membres de la commission et les pièces susmentionnées en vue de la préparation du décret d'expropriation. Le décret d'expropriation promulgué par le Premier ministre ou le Président de la République fixera le montant dû aux personnes évincées ou victimes d'expropriation et désignera l'autorité chargée de prendre la décision de mandatement des crédits correspondants.

(viii). Mise en œuvre et suivi du Plan de Réinstallation

La mise en œuvre du Plan de Réinstallation incombe à l'UGP qui requerra l'appui des organisations de la société civile (ONG) basées dans les zones affectées. Comme pour l'attribution des marchés de réalisation du Plan de Réinstallation, le PACRI aura recours au recrutement des ONG locales pour la mise en œuvre du Plan de

Réinstallation. Le suivi de cette mise en œuvre sera sous la responsabilité de l'Expert Social de l'Unité de gestion du Projet.

V. ESTIMATION DES EFFETS DU DEPLACEMENT ET DU NOMBRE ET DES CATEGORIES DE PERSONNES DEPLACEES DANS LA MESURE DU POSSIBLE

a. Nombre et catégories de personnes déplacées

A ce stade du projet, il n'est pas possible d'estimer le nombre de personnes qui seront déplacées par le projet. Par contre, il est projeté que les routes rurales et infrastructures communautaires pourront avoir des effets de faibles amplitudes, de nature à causer principalement des déplacements économiques temporaires et permanentes. De tout façon, les potentiels catégories de déplacées per activité du projet sont présentées au tableau 4:

Le tableau 5 présente les potentiels impacts causés par les différents sous-projets envisagés et les catégories des personnes déplacées concernées.

Tableau 4 : Matrice des effets estimatifs du déplacement

Principales activités du projet	Sous-projets	Types d'effets	Catégorie des personnes déplacées
Réhabilitation et aménagements des routes rurales	Réalisation d'un linéaire de routes secondaires et rurales à définir	Acquisition de terres (pertes de terres ou d'actifs) ; Restrictions temporaires à l'utilisation de terres (pertes d'accès aux terres ou actifs) ; Restrictions permanentes à l'utilisation de terres (pertes d'accès aux terres ou actifs).	Déplacés économique permanent Déplacés économiques temporaire Déplacés physique permanent Déplacés physique et économique permanent
Construction des infrastructures communautaires	Réalisation d'infrastructures communautaires le long de la zone d'influence du projet	Acquisition de terres (pertes de terres ou d'actifs) ; Restrictions temporaires à l'utilisation de terres (pertes d'accès aux terres ou actifs) ; Restrictions permanentes à l'utilisation de terres (pertes d'accès aux terres ou actifs).	Déplacés économique permanent Déplacés économiques temporaire Déplacés physique permanent Déplacés physique et économique permanent

b. Effets de réinstallation sur les personnes vulnérables

- L'élaboration des mécanismes de réinstallations y compris des plans de réinstallation veillera à ce que les groupes défavorisés ou vulnérables (déplacés internes, réfugiés, personnes âgées, personnes handicapés, femmes et veuves, enfants etc.) aient voix au chapitre dans les processus de consultation et de planification.
- Les personnes vulnérables touchées par le projet recevront en tant de besoin une assistance pour participer aux réunions de consultation ou aux groupes de discussion, notamment de transport pour se rendre aux lieux des réunions de consultation, ou de visites chez des ménages individuels pour y mener des

consultations. Les personnes touchées reconnues pour comprendre les options de réinstallation et d'indemnisation qui leur sont offertes.

VI. CRITERES D'ADMISSIBILITE POUR LA DEFINITION DES CATEGORIES DE PERSONNES DÉPLACÉES

L'analyse comparative entre la Réglementation Nationale et la NES n°5 de la Banque mondiale montre que les préoccupations de l'Etat et de cette dernière ne s'opposent pas dans le fond. Les deux visent le rétablissement du niveau de vie des personnes affectées par le Projet, une nuance apparaît simplement dans le niveau d'amélioration à atteindre.

La matrice des droits des personnes affectées qui se dégage de cette comparaison des deux législations indique les voies et moyens pour combler les écarts et apporter des améliorations.

a. Critères d'éligibilité des personnes affectées par la perte de leurs terres

Conformément à la NES N°5 et au regard du droit d'occupation des terres, trois critères permettront d'identifier les personnes éligibles à la compensation et à la réinstallation involontaire du fait de l'implantation des ouvrages du Projet à savoir :

- Le Critère 1 basé sur l'existence d'un titre foncier sur les parcelles touchées : ce critère s'appliquera à toutes les personnes détentrices d'un droit formel sur les terres notamment celles qui y disposent d'un titre foncier. Les personnes relevant de cette catégorie recevront une compensation en espèces pour les terres qu'elles perdront.
- Le Critère 2 basé sur la jouissance d'un droit coutumier sur les parcelles touchées : ce critère s'appliquera à toutes les personnes qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment du recensement, mais qui ont des droits coutumiers sur ces terres. Il s'agira des personnes qui sont installées depuis au moins 1974 et celles qui ont mis en valeur le terrain. Les personnes relevant de cette catégorie recevront une compensation en espèces pour les terres qu'elles perdront ;
- Le critère 3 basé sur l'absence de titre foncier et de droit coutumier sur les parcelles touchées mais qui y résident. Les personnes relevant de cette catégorie recevront une aide au recasement en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide permettant d'atteindre les objectifs fixés dans le présent cadre de réinstallation. Ceci se réalisera à condition que ces personnes aient occupé les terres concernées avant la date limite d'éligibilité.

b. Critères d'éligibilité des personnes affectées par la perte des mises en valeur autres que les terres

Un certain nombre de mises en valeur autre que les terres pourront également être touchées. À cet effet, les personnes disposant des mises en valeur touchées seront éligibles à une compensation, du moment où il sera prouvé que les mises en valeur concernées leur appartiennent. Les mises en valeur pourront être entre autres les bâtiments, les tombes, les cultures, les arbres, etc. Cette compensation sera pécuniaire ou en nature selon le choix de la PAP et dans la mesure du possible. En cas de compensation en nature, le bien remplacé doit, autant que faire se peut, être situé dans la même commune que le terrain frappé d'expropriation. Il devra avoir des propriétés analogues à celui touché ou meilleures. Les coûts de réparation d'une structure partiellement touchée, y compris les frais de

main-d'œuvre et de chantier ; plus les coûts de transaction tels que les frais d'enregistrement, les droits de mutation et les frais de déménagement seront à la charge du maître d'ouvrage.

c. Critères d'éligibilité des communautés affectées par la perte des biens communautaires

Aux fins de la NES n° 5, les communautés touchées sont les déplacés économiques et/ou physiques et les communautés d'accueil. Elles pourront perdre ou voir leurs accès restreints à certains de leurs biens socio-collectifs tels que les infrastructures socio-économiques (écoles, formations sanitaires, points d'eau, etc.), les sites culturels (sites sacrés, cimetières, vestiges, etc.), les pâturages, etc.

d. Critères d'éligibilité des activités économiques, ainsi que des exploitants sans droit de propriété comme les locataires

Sont considérées comme éligibles à compensation ou déplacement économique, les personnes qui menaient des activités économiques sur les sites avant la date butoir. L'identification des dites personnes se fera suite à l'enquête socioéconomique.

Les compensations dues aux entreprises s'étendent aussi aux employés lorsque l'entreprise en compte. Ces derniers devront bénéficier des salaires perdus pendant la durée d'interruption des activités.

Pour les locataires d'immeubles résidentiels, ils auront droit à une allocation de perturbation équivalant à 3 mois de loyer au prix dominant du marché, une assistance pour trouver un nouveau cadre, et une allocation de perturbation.

e. Données de référence pour l'établissement de l'éligibilité des personnes et des biens affectés

L'éligibilité à la compensation et au recasement des personnes et des biens affectés s'établira sur la base des études socio-économiques réalisées dans le cadre du PAR d'une part, et sur la base des résultats d'inventaire des biens effectués par les missions d'évaluation des biens qui vont être mises en place à cet effet, d'autre part.

f. Les groupes vulnérables

Il faudra lors des enquêtes socio-économiques, identifier en priorité les groupes vulnérables, car ce sont eux qui le plus souvent, manquent de mécanismes leur permettant de faire face à une perte soudaine de biens, de terres ou d'accès aux ressources.

Ces groupes peuvent être :

- ***Des femmes chefs de ménages*** : cette catégorie regroupe les femmes chefs de ménage, les femmes seules (célibataires ou veuves) qui dépendent des autres (leurs enfants, frères ou sœurs, d'autres parents) ou de leurs parents pour leur subsistance et leurs revenus, ménage avec une taille supérieure à la taille moyenne nationale, ménages dirigés par mineurs, etc. Elles ne sont généralement pas propriétaires de terres et ne sont pas toujours pleinement impliquées dans le processus de prise de décision dans les villages. Cette situation est réelle dans la plupart des localités du septentrion ;
- ***Des personnes invalides*** : Cette catégorie regroupe les handicapés physiques ou mentaux, les personnes malades, les personnes atteintes de maladies graves ou incurables, les personnes âgées de plus de 65 ans

et dépendantes des autres ;

- ***Des éleveurs et les nomades*** : Ces deux groupes sont vulnérables parce que leur accès à la terre pour le pâturage dépend de la volonté des chefs traditionnels à leur accorder cet accès. En outre, compte tenu de la croissance démographique et des ressources fourragères limitées, les éleveurs deviennent particulièrement vulnérables ;
- ***Des chefs de ménage sans ressources ou quasiment sans revenus*** : sur le plan national, le seuil de pauvreté se situe autour de 42,2% selon le rapport des Objectifs du Millénaire pour le Développement et cette pauvreté s'y caractérise par le faible pouvoir d'achat, l'accès difficile à l'eau potable, la sous scolarisation, le faible taux de couverture sanitaire, la précarité de l'habitat et l'enclavement. Dans les régions de l'Extrême-nord, les personnes vivant dans ces conditions sont dans l'incapacité d'avoir chaque jour la somme de 637 francs CFA pour se nourrir et subvenir aux besoins essentiels non alimentaires. Cette incidence de 56,3% que l'on a dans l'extrême-nord est supérieure au 40,2% du niveau national (ECAM2, 2010) ;
- ***Des personnes marginales*** : il s'agit dans ce cas des personnes appartenant à certaines minorités ethniques, culturelles ou religieuses. C'est le cas des Bororos ;
- ***Des migrants (immigrants)*** : les immigrants sont ceux qui viennent d'une autre localité, ou pays pour s'établir et résider. Cette catégorie comprend les réfugiés. Ils sont parfois vulnérables, car généralement ils n'ont pas de droits de propriété ou d'exploitation des ressources. Dans tous les villages d'intervention du Projet, ces cas existent ;
- ***Des personnes déplacées internes*** du fait de l'insécurité et exactions causées par Boko-Haram ;
- ***Des entités commerciales et autres corps de métiers*** : cette catégorie renferme les petites commerçantes et autres entités commerciales formelles ou informelles dans les quartiers précaires. On retrouve dans cette catégorie les étals de vente de produits agricoles, réparateurs divers, etc.

Ces personnes seront identifiées comme tel et consultées ; tout comme les causes de leur vulnérabilité seront recherchées et analysées lors des études socio-économiques réalisées dans le cadre de la préparation des différents PAR envisagés.

g. Date butoir d'éligibilité des personnes et des biens affectés

La date butoir retenue dans le cadre de réinstallation est la date de démarrage des opérations de recensement destinées à déterminer les ménages et les personnes affectés, ainsi que les biens à détruire en vue de la libération des emprises pour le PACRI. Après cette date, aucun nouveau cas de personne affectée ne sera examiné.

Dans le cadre de la mobilisation des parties prenantes, il est prévu que des communications et sensibilisations sur les potentielles opérations de réinstallation aient lieu 30 jours avant le début du recensement des personnes sur les emprises du projet. Cette approche permettra aux différentes personnes affectées par le projet de préparer les éléments nécessaires au recensement et de planifier sa participation effective aux activités de recensements.

VII. CADRE JURIDIQUE DE LA RÉINSTALLATION : CONCORDANCE ENTRE LA RÉGLEMENTATION NATIONALE ET LES DISPOSITIONS DES POLITIQUES DE LA BANQUE

Le cadre juridique de la réinstallation applicable au PACRI est constitué de la législation camerounaise et la NES N°5 de la Banque mondiale. Là où il y a des écarts entre les deux, la NES5 prévaudra.

Dans le cas où ces deux ensembles réglementaires sont différents, le Projet appliquera la NES N°5 en vertu des dispositions pertinentes de l'article 45 de la Constitution du Cameroun. Elle stipule que les traités ou accords internationaux régulièrement approuvés ou ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

C'est pourquoi cette description du cadre législatif relatif à l'acquisition de terres et à la compensation comprend une analyse comparative entre les dispositions de la législation camerounaise et celles de la NES N°5 qui identifie les écarts entre les deux ensembles réglementaires et propose des mesures pour les combler afin de s'assurer que leur application reste acceptable selon la réserve émise à la fin de l'article.

Les procédures d'expropriation, d'indemnisation et de réinstallation sont encadrées au Cameroun par un ensemble de textes juridiques comme suit :

a. Le cadre législatif national

A. Constitution du 18 janvier 1996

La Constitution du 18 janvier 1996 reconnaît aux citoyens le droit du choix de leur résidence et le droit de propriété. Ils ont pour cette propriété la possibilité d'en disposer et d'en jouir, la seule restriction ne leur étant imposée qu'en raison d'une déclaration d'utilité publique, et sous la condition d'une indemnisation préalable dont les modalités sont fixées par la loi.

B. Les Ordonnances n° 74-1, 74-2 du 6 juillet 1974 relatives au régime foncier et domanial au Cameroun et à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique

Ces textes ont connu de nombreuses modifications et adaptations qui pour l'essentiel sont reprises dans la loi n°85/009 du 04 Juillet 1985.

C. La loi N° 80/22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière et domaniale

Cette loi réprime les occupations illégitimes du domaine privé de l'État. Elle exige que le terrain ayant fait l'objet d'une telle occupation soit libéré aux frais de l'occupant. Dans le cas où le terrain est mis en valeur sous forme de plantations, de construction ou d'ouvrages de quelque nature que ce soit, que la mise en valeur soit acquise de plein droit par le propriétaire, sans aucune indemnité pour l'occupant.

D. La loi N° 85/009 du 04 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisations

Cette loi est assortie d'un certain nombre de décrets d'application.

E. Le décret N°87/1987 du 16 décembre 1987 fixant les modalités d'application de la loi N° 85/009 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation

Ce décret fixe la procédure d'indemnisation.

Tout paiement des compensations des terres et biens dans un cadre d'un projet reconnu d'utilité publique doit figurer dans un décret d'expropriation. Le Art. 2 (d) de ce décret établi que tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique saisit le Ministre chargé des Domaines d'un dossier comprenant la disponibilité des crédits d'indemnisation avec indication de l'imputation budgétaire ou de tous autres moyens d'indemnisation. Son article 2 définit la composition de la Commission de Constat et d'Évaluation (CCE) qui statue sur la procédure d'expropriation engagée à la demande des services publics. En son art. 17 il est prévu que le décret d'expropriation désigne l'autorité chargée de prendre la décision de mandatement des crédits correspondants.

La CCE commence son travail dès notification du Préfet et des autorités locales par un arrêté déclarant les travaux d'utilité publique, que le Préfet publie par affichage. Les populations sont informées (30) trente jours avant le début des enquêtes sur le terrain (article 10).

Les usages en cours prévoient que sur la base du rapport d'évaluation des biens de la CCE, le décret d'indemnisation soit produit, les chèques sont ensuite préparés par la Caisse Autonome d'Amortissement (dont la mission est (entre autres) la gestion des fonds d'emprunts publics de l'Etat, des organismes publics ; parapublics et de ses correspondants).

Lesdits chèques sont remis aux victimes à travers le Président de la commission de paiement qui travaille avec un billeteur désigné. Cette mise à disposition des fonds devrait se faire contre décharge.

F. Le décret N° 2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer aux propriétaires pour cause d'utilité publique des cultures et arbres cultivés

Ce décret fixe les tarifs alloués aux personnes victimes de destruction des cultures et arbres plantés pour cause d'utilité publique. Au niveau de l'article 12 du Décret susvisé, il est stipulé qu'en cas de contestation sur le montant des indemnités, l'exproprié adresse sa réclamation à l'Administration chargée des Domaines. S'il n'obtient pas de satisfaction, il est autorisé à saisir la juridiction compétente dans un délai d'un mois, à compter de la date de la notification de la décision contestée, pour réparer le préjudice.

G.Droit coutumier des terres

Au Cameroun, le droit coutumier est une des sources officielles du droit commun. Toutefois, dans toutes les situations de conflits entre les deux (droit coutumier, droit positif), le droit positif est prépondérant. Ce principe est posé par un arrêt de la Cour suprême du Cameroun qui disposa en effet dans un de ses arrêts en 1963, que « dans les matières où il a été légiféré, la loi l'emporte sur la coutume » *Cour suprême de l'ex-Cameroun oriental (CS.*

CAMOR), 5 mars 1963, Bull. n° 8, p. 541. C'est là le fondement juridique de la primauté du droit positif camerounais sur le droit coutumier.

La justification doctrinale en est que, la coutume étant l'expression d'une particularité communautaire et géographiquement localisée, sa portée n'est pas nationale. La loi lui est donc prépondérante. Ainsi les prescriptions des ordonnances foncières (*L'Ordonnance N°74-1 du 6 juillet 1974* fixant le régime foncier national du Cameroun, - le *Décret N°76-165 du 27 avril 1976* fixant les conditions d'obtention du titre foncier, modifié et complété par le *Décret N°2005/481 du 16 décembre 2005* et loi N°80-22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière domaniale, et spécifiquement, *l'Ordonnance N°74-1 du 6 juillet 1974* fixant le régime foncier) **sont celles qui s'imposent.**

Toute pratique foncière contraire aux dispositions de ces ordonnances est de nul effet juridique. TOUTEFOIS, il y a en droit camerounais, un principe établi, qui veut que " *Option de juridiction entraîne option de législation*" article 43(4) du décret du 31 juillet 1927 créant les tribunaux indigènes au Cameroun. c-à -d, celui qui choisit d'estimer en justice devant une juridiction coutumière (Tribunal coutumier) choisit aussi implicitement de se voir appliquer les dispositions coutumières relatives à la question juridique à traiter.

Pour ce qui est du **droit de première hache**, là aussi il s'agit d'un principe du droit coutumier en matière foncière. Le premier qui met en valeur un espace libre, en devient le "propriétaire" Cette primauté lui confère un droit prééminent sur celui des autres exploitants qui arrivent après lui. La possession coutumière est donc reconnue mais ne confère pas le titre de propriétaire, mais simplement celui de possesseur de bonne foi, un usufruitier. Il n'existe pas vraiment de textes spécifiques pour ces dispositions. Elles sont à mettre dans le corpus des principes généraux du droit, qui sont des pratiques non écrites, mais respectées dans la pratique judiciaire.

La portée juridique de ces pratiques est infra législative (**infra legem**) mais supra réglementaire. Elles s'imposent du point de vue réglementaire, mais doivent céder devant la loi.

Ainsi, les autorités administratives dans les collectivités décentralisées doivent respecter lesdites pratiques. Elles ne peuvent les rejeter que si lesdites, sont en contradiction avec la loi. Dans un lamidat, la coutume doit être respectée.

Le décret N°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'État

Ce décret fixe en son article 1er, le prix du terrain par département et arrondissement. L'article 2 précise les prix selon les usages : commercial, résidentiel, agricole, etc.

En dehors des dispositions ci-dessus, les autres textes applicables relatifs au régime foncier et aux immeubles bâtis au Cameroun sont :

- Le décret N°76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier ;
- Le décret N° 76/166 du 27 avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national ;
- Le décret N° 76/167 du 27 avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine privé de l'État;
- Le décret N°79/194 du 19 mai 1979 fixant les règles relatives à la création des lotissements ;
- Le décret N°79/17 du 13 janvier 1979 relatif aux transactions immobilières privées ;
- La loi N° 19 du 26 novembre 1983 modifiant les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance N°

- 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier ;
- Le décret N° 84/ 311 du 22 mai 1984 portant modalités d'application de la loi N° 80/22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière ;
- Le décret n°2006/3023/PM du 29 décembre 2006 qui encadre la valeur vénal des constructions tant en zone urbaine qu'en zone rurale ;
- Le décret N° 2008/0737/PM du 23 avril 2008 fixant les règles de sécurité, d'hygiène et d'assainissement en matière de construction ;
- Le décret N° 2008/0739/PM du 23 avril 2008 fixant les règles d'utilisation du sol et de la construction ;
- Le décret N° 2008/0738/PM du 23 avril 2008 portant organisation des procédures et modalités d'aménagement foncier ;
- L'arrêté N° 000000245/MINFI du 5 mars 2008 statuant les modalités d'application du décret N° 2006/3023/PM du 26 décembre 2006 fixant les modalités d'évaluation administrative des immeubles en matière fiscale.
- Lois et réglementation sur l'achat de terres par le Gouvernement (Le décret N°87/1987 du 16 décembre 1987 fixant les modalités d'application de la loi N° 85/009 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation, L'Ordonnance N°74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier du Cameroun) Donation volontaire. L'article 15 du chapitre III du Décret N° 76-167 du 27 avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine privé de l'Etat (page 54 du régime foncier et domanial), dispose en matière des dons et de legs que : « Outre les formes d'appropriation immobilière réglementées par les textes particuliers (Expropriation ou incorporation pour cause d'intérêt général ou abandon), l'Etat ou les collectivités publiques peuvent acquérir des droits réels immobiliers qui leur sont offert sous forme de dons ou de legs par une personne physique ou morale camerounaise ou étrangère . Les dons ou les legs avec ou sans charge sont acceptés par décret

b. La NES n°5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale

La NES n°5 relative à l'acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire est fondée sur la reconnaissance de l'impact néfaste pour les communautés et les populations que peut avoir l'acquisition de terres en rapport avec le projet et l'imposition de restrictions à leur utilisation. En effet, elles peuvent entraîner le déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou de logement), le déplacement économique (perte de terres, d'actifs ou d'accès à ces actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance), ou les deux.

c. Analyse des écarts entre le CES et la législation nationale

L'examen de la NES n°5 de la Banque mondiale et de la législation nationale indique des points de convergence et de divergence. Comme l'indique l'analyse comparative ci-dessous, qui traite de certaines des

principales caractéristiques. Une analyse plus détaillée devrait être effectuée au moment de la préparation du plan de réinstallation.

Toutefois, en cas de contradiction entre la législation nationale et la Norme Environnementale et Sociale (NES) n° 5, ce sont les dispositions de ces dernières qui devront l'emporter. Le tableau 4 ci- après indique les éléments d'appréciation entre les deux textes, et donne les recommandations à prendre en compte dans le cadre du Projet.

Tableau 5 : **Lecture comparée entre la NES 5 de la BM et Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres**

Elément	NES 5 de la BM	Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres	
Types de déplacement	a) Déplacements physiques (relocalisation, perte de terrains résidentiels ou perte d'abris); b) Déplacements économiques (perte de terres, d'actifs ou d'accès aux actifs, entraînant la perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance).	a) La perte de titres de propriété et la perte d'actifs sont reconnues par la législation nationale ; cependant, la perte de revenus et le déplacement économique ne sont pas prévus. b) Réhabilitation économique. <i>Note : En effet en son article 7, la loi de 1985 parle d'indemnisation pour le dommage matériel direct immédiat et certain, causé par l'éviction / Elle énumère ensuite ce qui est indemnisé. Les dommages économiques ne sont pas dans cette liste qui comprend les terrains nus, les Cultures, les constructions, et toute autre mise en valeur quelle qu'en soit la nature, à condition que ladite mise en valeur soit constatée par une commission dites de Constat et d'évaluation. D'un point de vue strictement juridique, il est possible de considérer, la perte économique comme la perte d'une mise en valeur effective. La loi parle de « toute autre mise en valeur, quelle qu'en soit la nature ». Cette formulation laisse la place à l'interprétation. Pourquoi, la perte économique n'en ferait – elle pas partie.</i> c) n'est prévu par la loi	Appliquer les dispositions de la NES N°5 Banque mondiale

Elément	NES 5 de la BM	Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres	
Classification de l'éligibilité des personnes affectées	<p>Les personnes affectées sont celles qui</p> <p>a) ont des droits légaux formels sur le terrain ou la propriété en question ;</p> <p>b) n'ont pas de droits légaux formels sur le terrain ou la propriété en question, mais ont des revendications sur ce terrain ou cette propriété qui sont ou pourraient être reconnues en vertu de la législation nationale ; ou</p> <p>c) n'ont pas de droits légaux ou de revendications sur les terres ou les biens qu'ils occupent ou utilisent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes affectées sont celles qui possèdent des terres avec des titres de propriété (seules celles-ci sont incluses dans les décrets d'indemnisation). • Les terres coutumières et les terres en cours d'enregistrement ne font pas partie du décret d'indemnisation. • La répression des infractions foncière est effective et s'étend à l'occupation illégitime du domaine privé de l'Etat. Les terrains ayant été occupés doivent être libérés aux frais de(s) l'occupant(s). 	
Évaluation de la compensation	<p>a) Indemnisation au coût de remplacement, ainsi qu'à toute autre assistance nécessaire pour au moins rétablir ou améliorer le niveau de vie ou moyens de subsistance des affectés.</p> <p><i>Compensation suffisante pour remplacer les actifs, plus les coûts de transaction nécessaires (frais administratifs, frais d'enregistrement ou de titre, frais de déménagement raisonnables et tous les coûts similaires imposés aux personnes concernées).</i></p>	<p>– A la valeur nette actuelle du bien (le taux tient compte de l'état de dépréciation seulement pour les bâtis)</p> <ul style="list-style-type: none"> – Aucune forme d'assistance – L'évaluation doit être effectuée par une Commission de constat et d'évaluation et d'indemnisation instituée par un décret d'expropriation. 	
		<p>Terrains</p> <p>L'évaluation des terrains n'est pas égale à la valeur de remplacement augmentée de divers frais d'acquisition.</p>	
		<p>Bâtiments</p> <p>L'évaluation des bâtiments n'est pas égale à la valeur de remplacement. Un coefficient de dépréciation est appliqué. <i>L'inflation n'est pas prise en compte. L'indemnité d'évaluation correspond à la valeur actuelle nette du bien, amortissement compris (barèmes officiels en m², établis en fonction : i) de la classification (six catégories), ii) de l'âge (taux de vétusté), iii) de la taille et de la superficie, taux réévalué de 7,5 %/ans jusqu'en 1990.</i></p>	

Elément	NES 5 de la BM	Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres	
		<p>Pas d'indemnisation pour les bâtiments délabrés, ou menaçant ruine, ou construits en violation de la réglementation.</p> <p>La Reconstruction de la maison ou bâti est considérée comme meilleur résultat de développement si les PAP sont d'accord</p> <p>Taux prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le coût des matériaux de construction au moment de l'opération ; - Le coût de la main d'œuvre au moment de l'opération 	
		<p>Cultures: Selon les types de cultures Barèmes officiels (taux figés en 2003)</p> <p>Espèce d'arbres /culture</p> <p>Age (productivité)</p> <p>Prix des produits en haute saison (au meilleur coût)</p> <p>Temps nécessaire pour ré-établir la productivité</p>	
Consultation	<p>Les activités de réinstallation doivent être planifiées et mises en œuvre dans le cadre d'une divulgation appropriée des informations, d'une consultation sérieuse et d'une participation éclairée des personnes concernées.</p>	<p>SECTION III : DE L'ENQUETE</p> <p>Article 10.- En vue de leur participation à toutes les phases de l'enquête, les populations concernées sont informées au moins 30 (trente) jours à l'avance du jour et de l'heure de l'enquête par convocations adressées aux Chefs et notables et par les moyens indiqués à l'article précédent.</p> <p>Article 11.- L'enquête est menée dans toutes ses phases en présence des propriétaires du fonds et des biens qu'il supporte, ainsi que les notabilités du lieu et des populations, par l'ensemble de la commission, sous réserve des règles et quorum fixés par l'article 7 ci-dessus. Toutefois la commission peut après avoir au préalable arrêté elle-même la liste exhaustive des propriétaires des biens à détruire, constituer une sous-commission technique de 3 (trois) membres au moins à l'effet d'expertiser une catégorie de ces biens.</p> <p>(Décret n° 87/1872 du 16 décembre 1987, portant application de la loi n° 85/9 du 4</p>	

Elément	NES 5 de la BM	Loi 85/009 du 04/07/1985 et autres	
		juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation)	
Gestion des plaintes	Un mécanisme de gestion des plaintes doit être mis en place le plus tôt possible.	<p>Le recours par les plaignants est prévu, mais il peut éventuellement conduire à l'engorgement de tous les tribunaux du pays.</p> <p>Contentieux</p> <p>Recours au l'administration chargée des domaines (MINDCAF), ou à la justice en cas d'insatisfaction d'une PAP.1- En cas de contestation sur le montant des indemnités, l'exproprié adresse sa réclamation à l'administration chargée des domaines (MINDCAF).</p> <p>2- S'il n'obtient pas satisfaction, il saisit un délai d'un mois, à compter de la date de notification de la décision contestée, le Tribunal judiciaire compétent du lieu de situation de l'immeuble.</p> <p>3- Conformément à la procédure et sous réserve des voies de recours de droit communs, le tribunal confirme, réduit ou augmente le montant de l'indemnité suivant les modalités d'évaluation fixées dans la présente loi et ses textes d'application. (Art. 12 Loi n° 85-09 du 4 juillet 1985, Relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.)</p>	

a. Cadre Institutionnel pour l'expropriation

Plusieurs institutions interviennent dans la procédure d'expropriation des terres et biens au Cameroun.

Comme mentionné dans le cadre juridique, tout paiement des compensations des terres et biens dans un cadre d'un projet reconnu d'utilité publique doit figurer dans un décret d'expropriation. Le Art. 2 (d) de ce décret établit que tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique saisit le Ministre chargé des Domaines d'un dossier comprenant la disponibilité des crédits d'indemnisation avec indication de l'imputation budgétaire ou de tous autres moyens d'indemnisation. Son article 2 définit la composition de la Commission de

Constat et d'Évaluation (CCE) qui statue sur la procédure d'expropriation engagée à la demande des services publics. En son art. 17 il est prévu que le décret d'expropriation désigne l'autorité chargée de prendre la décision de mandatement des crédits correspondants.

Dans le cadre du présent projet, la mise en œuvre des activités de réinstallation nécessite l'implication de services de l'État, des collectivités locales, du Maître d'ouvrage (MINTP) à travers sa Division d'Appui aux Études Techniques qui dépend de la Direction Générale des Études Techniques chargée des études économiques et environnementales, en liaison avec les administrations concernées. Les structures étatiques sont légalement responsables de l'expropriation pour raison d'utilité publique. Les procédures organisationnelles pour la déclaration d'utilité publique, l'estimation des valeurs, la négociation des indemnités, et le paiement des compensations tels que décrits dans les textes réglementaires.

- a) **Services du Premier Ministre :** le Premier ministre signe les décrets d'indemnisation et transmet les décrets de classement à la Présidence de la République pour signature et publication.
- b) **MINDCAF :** il publie l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des travaux envisagés. L'arrêté de DUP définit le niveau de compétence de la Commission chargée de l'enquête d'expropriation dite commission de constat et d'évaluation (CCE). Il notifie la DUP aux acteurs que sont le président de la commission de constat et d'évaluation et toutes les autorités administratives et municipales des zones concernées par ledit arrêté aux fins de garantir la suspension de toute transaction et de toute mise en valeur sur les terrains concernés.
 - a. Les responsables du MINDCAF sont membres de la CCE et sont responsables de l'évaluation des terrains nus et du bornage et de l'élaboration du plan parcellaire des terrains impactés.
 - b. Le MINDCAF prépare les décrets d'expropriation et de classement sur base des rapports des Commissions de Constat et d'évaluation des biens mis en cause qu'il transmet à la primature.
- c) **MINTP :** il a la charge de saisir le MINDCAF pour l'acquisition de la DUP. Il mobilise les fonds nécessaires pour l'indemnisation des personnes affectées par le projet.
- d) **MINATD :** les présidents des CCE aux niveaux départementaux et régionaux sont des fonctionnaires rattachés à ce département ministériel. Ce sont les gouverneurs de régions ou Préfets de départements. Il coordonne les travaux de la CCE.
- e) **MINHDU :** les responsables du MINHDU sont membres de la CCE. Ils ont la charge de procéder à l'évaluation des constructions.
- f) **MINADER :** les responsables du MINADER sont membres de la CCE. Ils ont la charge de procéder à l'évaluation des cultures.
- g) **L'UGP** aura la responsabilité de la mise en œuvre du projet et par conséquent de celle de la politique de réinstallation. À ce titre, elle devra :
 - Veiller à ce que dans le cadre des travaux, les situations de déplacement involontaires soient minimisées au maximum tel que préconisé dans le présent document ;
 - S'assurer que les impacts des travaux soient identifiés, y compris les impacts portant sur la réinstallation éventuelle ;
 - Saisir au travers des correspondances et pour les situations de déplacements involontaires avérés, les autorités

compétentes au niveau central (Primature et MINDCAF en l'occurrence), afin qu'à leur tour, elles saisissent et mobilisent les administrations déconcentrées concernées ;

- Assure la bonne gestion des ressources nécessaires aux allocations spéciales des déplacés éventuels ;
- Suivre et évaluer la mise en œuvre de la réinstallation.

Tableau 6 : Composition des CCE selon les niveaux indiqués par la Déclaration d'Utilité Publique

Poste	Composition de la CCE suivant les niveaux :		
	National	Régional	Départemental
Président	Ministre chargé des domaines ou son représentant	Gouverneur ou son représentant	Préfet ou son représentant
Secrétaire	Directeur des domaines ou son représentant	Responsable du service régional des domaines	Responsable du service départemental des domaines
Membres	Préfet(s) concerné(s) Directeur du Cadastre ou son représentant (MINDCAF) Représentant du Ministre de l'Agriculture (MINADER) Directeur de l'Habitat ou son représentant (MINH DU), Représentant du Ministre des Mines (MINIMIDT) Représentant du service ou de l'organisme demandeur (dans le cas présent c'est MINEPAT) Député(s) concerné(s) Autorité (s) traditionnelle (s) concernée (s)	Préfet(s) concerné(s) ou leurs représentants Responsables des services régionaux du Cadastre (MINDCAF), de l'Agriculture (MINADER), de l'habitat (MINH DU), des Mines (MINIMIDT), des routes (MINTP), Représentant du service ou de l'organisme demandeur (MINEPAT) Magistrat(s) Municipal (aux) concerné (s) Autorité(s) traditionnelle(s) concernée(s)	Responsables des services départementaux du Cadastre (MINDCAF), de l'Habitat (MINDUH), de l'Agriculture (MINADER), des Mines (MINIMIDT), de l'Énergie (MINEE), des routes (MINTP) Représentant du service ou de l'organisme demandeur (MINEPAT) Député (s) concerné(s) Magistrat(s) Municipal (aux) concerné(s) Autorité(s) traditionnelle(s) concernée(s)

Source : Décret n°87/1872 du 18 décembre 1987 portant application de la loi n°85/009 du 04 juillet 1985

La CCE se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président notamment toutes les fois qu'il est nécessaire d'examiner un dossier d'expropriation envisagée. La convocation et l'ordre du jour doivent être adressés à chaque membre au moins 15 jours avant la date de la réunion. Le quorum est de 2/3 des membres. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante (article 7).

Les fonctions de membre de la CCE sont gratuites. Toutefois, il peut en cas de disponibilité budgétaire être alloué aux intéressés, une indemnité de session fixée par Arrêté du Ministre chargé des domaines. Les frais de fonctionnement de cette commission sont inscrits dans le budget du MINDCAF. La fourniture et la pose des bornes et des panneaux sont à la charge du service ou de l'organisme demandeur qui ici est le MINTP (article 8).

VIII. MÉTHODE D'ÉVALUATION DES BIENS AFFECTÉS

A.L'évaluation

L'évaluation des biens et mises en valeur impactés, y compris les pertes et manques à gagner des déplacés économiques, se fera conformément à la politique gouvernementale en matière de réinstallation involontaire et la NES N°5 du Cadre Environnementales et Sociales (CES) de la Banque mondiale.

Selon la NES N°5, le coût de remplacement est défini comme une méthode d'évaluation qui établit une indemnisation suffisante pour remplacer les actifs, plus les coûts de transaction nécessaires associés au remplacement desdits actifs. La dépréciation ne sera considérée en aucun cas.

Là où existent des marchés qui fonctionnent, le coût de remplacement correspond à la valeur marchande établie à partir d'une évaluation immobilière indépendante et compétente, plus les coûts de transaction.

Là où des marchés fonctionnels font défaut, le coût de remplacement peut être déterminé par d'autres moyens, tels que le calcul de la valeur de production des terres ou des actifs productifs, ou de la valeur non amortie du matériau de substitution et de la main-d'œuvre à utiliser pour la construction des structures ou d'autres actifs immobilisés, plus les coûts de transaction.

Dans tous les cas où le déplacement physique se traduit par la perte de logements, le coût de remplacement doit être au moins suffisant pour permettre l'achat ou la construction d'un logement qui réponde aux normes minimales de qualité et de sécurité acceptables pour la communauté.

La méthode d'évaluation appliquée pour déterminer le coût de remplacement serait consignée dans les documents pertinents de planification de la réinstallation.

Les coûts de transaction incluent les frais administratifs, les frais d'enregistrement ou d'acte, les frais de déménagement raisonnables et tous autres frais semblables imposés aux personnes concernées.

Pour assurer une indemnisation au coût de remplacement, il peut se révéler nécessaire d'actualiser les taux d'indemnisation prévus dans les zones du projet où l'inflation est élevée ou le délai entre le calcul des taux d'indemnisation et le versement de l'indemnisation est important.

.Les procédures suivies pour déterminer les taux d'indemnisation, selon la NES 5 de la BM, seront être transparentes et faciles à comprendre pour les personnes touchées par le projet.

Pour ce qui est des terres et des biens, les coûts de remplacement sont calculés en tenant compte des éléments suivants : a) Terres agricoles (y compris en jachère) ou terres de pâturage : terres ayant une productivité ou des potentialités égales, situées à proximité des terres touchées ou du nouveau site de logement, plus les coûts de préparation à des niveaux similaires ou meilleurs que dans les zones touchées, et les coûts de transaction comme

les frais d'enregistrement, les droits de mutation ou autres frais habituels.

b) Terrains en milieu urbain : valeur du marché de terrains situés dans des zones équivalentes ou à usages correspondants, comportant des infrastructures et des services semblables ou améliorés, situés de préférence non loin des terres touchées, plus les coûts de transaction comme les frais d'enregistrement et les droits de mutation.

c) Maisons et autres structures (y compris des bâtiments publics comme les écoles, les cliniques et les bâtiments religieux) : coût d'achat ou de construction d'une structure de remplacement, d'une superficie, d'une qualité et d'un emplacement analogues à la structure touchée ou meilleurs que celle-ci ; ou coût de réparation d'une structure partiellement touchée, y compris les frais de main-d'œuvre et de chantier ; plus les coûts de transaction tels que les frais d'enregistrement, les droits de mutation et les frais de déménagement.

d) Perte d'accès aux ressources naturelles : valeur du marché des ressources naturelles, qui pourraient comprendre, entre autres, des plantes médicinales sauvages, du bois de chauffe et d'autres produits forestiers non ligneux, de la viande ou du poisson. Toutefois, l'indemnisation financière constitue rarement un moyen efficace de compensation pour la perte d'accès aux ressources. L'Emprunteur évalue les moyens de fournir ou de faciliter l'accès à des ressources similaires ailleurs, en tenant compte de l'impact du site de remplacement, et en n'offrant une indemnisation financière que s'il peut être démontré qu'il n'existe aucune mesure de substitution réaliste.

L'évaluation des biens par la Commission de Constat et D'évaluation (CCE) y compris les professionnels des secteurs concernés et le personnel du projet désigné ou recruté pour réaliser les études socio-économiques dans le cadre du PACRI veilleront à ce que la valeur de remplacement soit appliquée comme décrit dans ce CPR pour la base de calcul des indemnités.

Le prix unitaire du mètre carré de terrain applicable dans la zone du projet à être complété pour la procédure de la NES 5 selon le cas échéant est présenté dans le tableau 7. Également, Le tableau 8 présente la matrice d'impacts liés à la perte de la terre, d'éligibilité et formes de compensation qui seront appliquées dans le PACRI.

Tableau 7 : Prix unitaire du mètre carré de terrain applicable dans la zone du projet à être complété pour le procédure de la NES 5 selon le cas échéant

Région	Départements concernés	Communes	Prix du m ² tel que pratiqué sur le terrain (FCFA)	Observations
Extrême-nord	Mayo Sava	Mora	2000	ZIP
	Logone et Chari	Kousseri	3000	ZIP
		Makari	300	ZIP
		Logone – Birni	300	ZIP
		Waza	300	ZIP

Source : Décret n°2014/3211/PM du 29 septembre 2014 fixant les minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'État et Enquêtes terrain – mai - juin 2021

Noter que les valeurs des barèmes d'évaluation des terrains et des actifs qui sont fixés par la réglementation correspondante seront mises à jour à la valeur de marché à la date de l'évaluation pour le PR en question. A cet effet, l'indice d'inflation annuel peut être utilisé depuis la première année de la

réglementation jusqu'à la date d'évaluation du PR en question.

Tableau 8 : Matrice d'impacts liés à la perte de la terre, d'éligibilité et formes de compensation du PACRI

Impact	Éligibilité	Formes de compensation
Perte de terrain cultivé ou non cultivé titré	Être le titulaire d'un titre foncier valide et enregistré	Deux formes de compensation au choix de la personne affectée. 1. La compensation pourra s'effectuer en numéraire pour les terrains titrés et ce à la valeur intégrale de remplacement. ; 2. La compensation pourra s'effectuer par la réinstallation sur une parcelle de remplacement de potentiel équivalent avec d'avantages de localisation et d'autres facteurs est au moins équivalente aux avantages à celui de la parcelle perdue.
Perte permanente de terrain cultivé ou non cultivé non titré (Perte de propriété coutumière)	Être propriétaire reconnu coutumièrement. Les propriétaires coutumiers sont considérés comme des occupants de bonne foi de la terre.	1. Compte tenu de la non éligibilité à compensation de parcelle non titrée par la réglementation nationale, car celle-ci est automatiquement considérée comme appartenant à l'État, es dispositions de la norme 5 de la Banque mondiale seront appliquées, ça veut dire le terrain cultivé ou non cultivé non titré serait remplacées par de terre de remplacement de potentiel équivalent à celui de la parcelle perdue. 2. En cas de difficultés de trouver les terres de remplacement, des accords devront être établis avec les personnes affectées pour accepter la compensation en numéraire à la valeur de remplacement 3. en lieu et place de l'équivalent en terre. 4. Les mises en valeur réalisées sur les terrains touchés sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement (défrichage, canaux d'irrigation, puits, diguettes, travail du sol, etc.), ou au remplacement sur un terrain de réinstallation. La quantité de récolte sera estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la région
	Communautés villageoises	1. Compte tenu de la non éligibilité à compensation de parcelle non titrée par la réglementation nationale, car celle-ci est automatiquement considérée comme appartenant à l'État, les dispositions de la norme 5 de la Banque mondiale seront appliquées, ça veut dire le terrain cultivé ou non cultivé non titré serait remplacé par des terre de remplacement de potentiel équivalent à celui de la parcelle perdue. 2. En cas de difficultés de trouver les terres de remplacement, des accords devront être établis avec les personnes affectées pour accepter la compensation en numéraire au coût de remplacement, en lieu et place de l'équivalent en terre. 3. Les mises en valeur réalisées sur les terrains touchés sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement (défrichage, canaux d'irrigation, puits, diguettes, travail du sol, etc.), ou au remplacement sur un terrain de réinstallation. La quantité de récolte sera estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la région.
	Être occupant reconnu d'une parcelle cultivée ou non cultivés (reconnu par les chefs coutumiers, notables et voisins)	1. Compte tenu de la non éligibilité à compensation de parcelle non titrée par la réglementation nationale, car celle-ci est automatiquement considérée comme appartenant à l'État, les dispositions de la norme 5 de la Banque mondiale seront appliquées, ça veut dire le terrain cultivé ou non cultivé non titré serait remplacé par des terre de remplacement de potentiel équivalent à celui de la parcelle perdue. 2. En cas de difficultés de trouver les terres de remplacement, des accords devront être établis avec les personnes affectées pour accepter la compensation en numéraire au coût de remplacement, en lieu et place de l'équivalent en terre.

Impact	Éligibilité	Formes de compensation
		<ol style="list-style-type: none"> 1. Les mises en valeur réalisées sur les terrains touchés sont éligibles à une compensation à la valeur intégrale de remplacement (défrichage, canaux d'irrigation, puits, diguettes, travail du sol, etc.), ou au remplacement sur un terrain de réinstallation. La quantité de récolte sera estimée en pondérant la superficie perdue et emblavée par le rendement moyen à l'hectare pour les trois campagnes précédentes dans la région.
Restrictions à l'accès aux terres ou à l'utilisation d'autres ressources, notamment des biens collectifs et des ressources naturelles (qui ne se trouvent dans des aires protégées et des parcs officiels).telles que les ressources marines et aquatiques, les produits forestiers ligneux et non ligneux, l'eau douce, les plantes médicinales, les zones de chasse, de cueillette, de pâturage et de culture, de manière temporaire ou permanente.	Personnes touchées par la restriction a l'accès aux terres ou à l'utilisation d'autres ressources, notamment des biens collectifs et des ressources naturelles. Par exemple : pêcheurs, éleveurs collecteurs des plantes médicinales, produits forestiers ligneux (bois) et non ligneux (PFNL)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Une indemnisation foncière est offerte sous forme de terres de remplacement suffisantes ou d'accès à d'autres zones de ressources naturelles pour compenser la perte de ces ressources. 2. Appui aux PAPs à travers d'une assistance spécialisée (qu'elle provienne d'une agence étatique ou de la contractualisation de services privés spécialisés - toujours en charge et sous la responsabilité du Projet) pour identifier un nouveau site pour rétablir l'activité si possible et une compensation de la perte de revenus encourue durant la période nécessaire pour rétablir l'activité sur l'autre site. 3. S'il est démontré que des terres ou des ressources de emplacement ne sont pas disponibles, les PAPs recevront d'autres options génératrices de revenus telles que des facilités de crédit, une formation professionnelle, une aide à la création d'entreprises, des possibilités d'emploi ou une aide financière complémentaire à l'indemnisation due pour les biens perdus (cependant, l'aide financière seule est rarement un moyen efficace de doter les personnes touchées des compétences ou des moyens de production voulus pour rétablir leurs moyens de subsistance) et une compensation de la perte de revenus encourue durant la période nécessaire (estimation raisonnable du temps nécessaire au rétablissement de leur capacité à gagner leur vie, de leurs niveaux de production et de leurs niveaux de vie) pour rétablir l'activité sur un autre site ou durant la période de reconversion. <p>L'aide peut aussi prendre la forme d'initiatives visant à améliorer la productivité ou l'utilisation durable des ressources restantes auxquelles la communauté a accès (par exemple, pratiques améliorées de gestion des ressources ou intrants de nature à stimuler la productivité de la base de ressources), de fourniture de ressources en nature, ou, en dernier ressort, d'indemnisation financière visant à dédommager les personnes touchées de la perte d'accès pendant un laps de temps raisonnable.</p>
Perte permanente de terrain loué pour le locataire	Locataire	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'appui au locataire (à travers d'une assistance spécialisée - qu'elle provienne d'une agence étatique ou de la contractualisation de services privés spécialisés - toujours en charge et sous la responsabilité du Projet - pour identifier un nouveau site pour rétablir l'activité si possible et une compensation de la perte de revenus encourue durant la période nécessaire pour trouver de nouveaux sites à louer pour les activités menées ; 2. S'il est démontré que des terres ou des ressources de emplacement ne sont pas disponibles, les PAPs recevront d'autres options génératrices de revenus telles que des facilités de crédit, une formation professionnelle, une aide à la création d'entreprises, des possibilités d'emploi ou une aide financière complémentaire à l'indemnisation due pour les biens perdus (cependant, l'aide financière seule est rarement un moyen efficace de doter les personnes touchées des compétences ou des moyens de production voulus pour rétablir leurs moyens de subsistance) et une compensation de la perte de revenus encourue durant la période nécessaire (estimation

Impact	Éligibilité	Formes de compensation
		raisonnable du temps nécessaire au rétablissement de leur capacité à gagner leur vie, de leurs niveaux de production et de leurs niveaux de vie) pour rétablir l'activité sur un autre site ou durant la période de reconversion.
Perte temporaire de terres pour les individu occupant les terrains touchés : Terrain qui sera acquis pour une période donnée en raison du projet	Individu occupant les terrains touchés	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les individu occupants de ces terrains devront être indemnisés pour la perte (temporaire) de revenus, des cultures sur pied, et pour le coût de restauration du sol et des infrastructures endommagées sur la base des taux du marché en vigueur. 2. Tous les dégâts causés à la terre ou à la propriété privée y compris les cultures devront être dédommagés aux couts de remplacement y compris l'indemnisation des locataires, le cas échéant, laquelle inclut les frais de loyer et les indemnités de dérangement lorsque le terrain/construction est inaccessible.

a. Évaluation et taux de compensation pour les cultures annuelles

Afin de réduire l'impact des travaux sur les cultures en général et de réduire de façon significative les coûts liés à l'indemnisation des plantes, les cultures annuelles, le temps sera laissé aux paysans afin qu'ils fassent leurs récoltes. À cet effet, le Projet informera dans un délai minimum de six mois les personnes affectées afin qu'elles récupèrent toutes leurs récoltes sur les parcelles touchées et qu'elles ne soient plus autorisées à y planter quoi que ce soit.

Toutefois, le Projet devra payer aux personnes affectées, une année de récolte pour compenser les difficultés de production la première année, y compris les frais de défrichage.

Le tableau 8 présente les différents prix et l'unité d'évaluation des cultures sur le terrain. Dans le cadre du projet, ces coûts tiendront compte du taux d'inflation actualisé au moment de l'évaluation.

Noter que les valeurs des barèmes d'évaluation des terrains et des actifs, y compris les cultures, qui sont fixés par la réglementation correspondante seront mises à jour à la valeur de marché à la date de l'évaluation pour le PR en question. A cet effet, l'indice d'inflation annuel peut être utilisé depuis la première année de la réglementation jusqu'à la date d'évaluation du PR en question.

Tableau 9 : Barème réglementaire de compensation applicable aux cultures annuelles

Types de spéculations	Phases de maturation	Unité d'évaluation	Coût de compensation légale (FCFA)
Légumineuses : arachides, voandzou, soja, haricot et cultures similaires.	En monoculture	m ²	150
	En polyculture	m ²	200

Céréales: maïs, mil, sorgho, riz et cultures similaires	En monoculture	m ²	150
	En polyculture	m ²	250

Source : Décret n°2003/418/PM du 25 février 2003

b. Évaluation et taux de compensation des cultures pérennes

Le calcul de la valeur intégrale de remplacement impose de ne pas considérer seulement le produit de la culture sur une année, mais de prendre en compte le coût de ré-établissement de la plantation (plants, labour, engrais et autres), ainsi que le revenu perdu pendant les années nécessaires au ré-établissement de la plantation.

Les taux de compensation seront calculés selon la formule suivante $C = V \times D + CP + CL$ conformément au principe de la valeur intégrale de remplacement avec :

V : Valeur moyenne de commercialisation du produit d'un arbre, en FCFA par an ;

D: Durée de rétablissement moyenne de l'arbre à un niveau de production adulte, en années

CP : comme Coût de plantation (plant, travail du sol, fertilisation initiale) en FCFA ;

CL : comme Coût du travail nécessaire à la plantation et à l'entretien pendant la durée de rétablissement de la plantation, en francs CFA ;

C : comme Montant de la compensation

Pour ne pas multiplier les cas de calcul, aucune catégorie intermédiaire entre les jeunes arbres non productifs et les arbres en production ne devra être retenue.

Les différentes données (prix des plants, des produits, rendements) devront être collectées auprès de différentes personnes directement concernées par la production agricole (villageois, pépiniéristes, services agricoles).

Le tableau 10 présente les différents prix et l'unité d'évaluation des cultures sur le terrain.

Noter que les valeurs des barèmes d'évaluation des terrains et des actifs, y compris les cultures, qui sont fixés par la réglementation correspondante seront mises à jour à la valeur de marché à la date de l'évaluation pour le PR en question. A cet effet, l'indice d'inflation annuel **produit par l'Institut National de la Statistique pour la zone concernée** peut être utilisé depuis la première année de la réglementation jusqu'à la date d'évaluation du PR en question.

Tableau 10: Barème réglementaire de compensation applicable aux cultures pérennes, fruits, cultures industrielles et plantes médicinales

Types de spéculations	Phases de maturation	Unité d'Évaluation	Coût de compensation légale (FCFA)
Cultures pérennes			
Agrumes : citronnier,	Jeunes	Pied	5 000

Types de spéculations	Phases de maturation	Unité d'Évaluation	Coût de compensation légale (FCFA)
oranger, mandarinier, pomelo, pamplemoussier et plantes similaires	Adultes	Pied	35 000
Manguier, Avocatier	Jeunes	Pied	5 000
	Adultes	Pied	35 000
Papayer	Jeunes	Pied	1 000
	Adultes	Pied	3 000
Kolatier, Safoutier	Jeunes	Pied	20 000
	Adultes	Pied	50 000
Arbre à pain, corossolier, goyavier, pommier	Jeunes	Pied	10 000
	Adultes	Pied	25 000
Moabi, Karité, Manguier sauvage	Jeunes	Pied	5 000
	Adultes	Pied	75 000
Autres arbres fruitiers	Jeunes	Pied	7 500
	Adultes	Pied	25 000
Fruits			
Banane plantain	Jeunes	Pied	1 000
	Adultes	Pied	1 500
Banane douce	Jeunes	Pied	800
	Adultes	Pied	1 200
Ananas	Jeunes	Pied	150
	Adultes	Pied	200
Cultures industrielles			
Cotonniers	Jeunes	Pied	100
	Adultes	Pied	200
Tabac	Jeunes	Pied	100
	Adultes	Pied	200
Canne à sucre	Jeunes	Tige	25
	Adultes	Tige	75
Cacaoyer, caféier	Jeunes (moins de 3 ans)	Pied	5 000
	Adultes (de 3 à 25 ans)	Pied	25 000
	Adultes (de plus de 25 ans)	Pied	2 000
Palmier à huile	Jeunes (moins de 3 ans)	Pied	10 000
	Adultes (de 3 à 25 ans)	Pied	35 000
	Adultes (de plus de 25 ans)	Pied	4 000
Palmier raphia	Jeunes	Pied	500
	adultes	Pied	1 000
Cocotier local	Jeunes (moins de 3 ans)	Pied	2 500
	Adultes (de 3 à 25 ans)	Pied	10 000

Types de spéculations	Phases de maturation	Unité d'Évaluation	Coût de compensation légale (FCFA)
Cocotier améliorée	Jeunes (moins de 3 ans)	Pied	7 500
	Adultes (de 3 à 25 ans)	Pied	20 000
Hévéa	Jeunes (moins de 5 ans)	Pied	5 000
	Adultes (de 5 à 30 ans)	Pied	35 000
Théier	En monoculture	M2	150
	En polyculture	M2	250
Plantes médicinales			
Quinquina	Jeunes	Pied	2 500
	Adultes	Pied	7 500
Voacanga	Jeunes	Pied	2 500
	Adultes	Pied	7 500
Pygeum	Jeunes	Pied	2 500
	Adultes	Pied	5 000
Yohimbe	Jeunes	Pied	6 000
	Adultes	Pied	75 000
Arbres d'ombrage	Jeunes	Pied	5 000
	Adultes	Pied	10 000
Autres arbres cultivés	Jeunes (moins de 3 ans)	Pied	10 000
	Adultes (plus de 3 ans)	Pied	20 000

Source : Décret n°2003/418/PM du 25 février 2003

c. Évaluation des tombes

Il n'existe pas de barème officiel pour le calcul des indemnités à payer en cas de déplacement des tombes. En général, le déplacement des tombes est confié à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage qui la sous traite aux sociétés spécialisées en matière d'exhumations et d'inhumation.

Les entretiens réalisés sur le terrain ont permis de relever les diverses prestations à fournir. Les prix varient d'une région à l'autre. Il sera déterminé après le consensus avec les PAP concernées. Ainsi les prestations sont les suivantes :

1. Exhumation et inhumation (Ex) ;
2. Reconstruction des tombes (R) : cimentées (TC) ; carrelées (TCr) ; en terre (Ter) ;
3. Frais de réunion familiale (Fr). Soit :
4. Pour une tombe cimentée: TX + TC + Fr ;
5. Pour une tombe carrelée : TX + TCr + Fr ;
6. Pour une tombe en terre : TX + Ter + Fr.

Les frais de réunion familiale seront pris en compte une seule fois lorsqu'une famille aura plusieurs tombes regroupées.

d. Évaluation de la perte des revenus

Vu que l'indemnisation ne saurait suffire à elle seule à rétablir ou améliorer les moyens de subsistance et le bien-être social des communautés et des ménages déplacés.

Les difficultés associées à la réinstallation rurale comprennent le rétablissement de moyens de subsistance liés à l'utilisation de terres ou de ressources naturelles, et la nécessité d'éviter de compromettre la cohésion des communautés touchées, y compris les communautés d'accueil auprès desquelles les populations déplacées pourraient se réinstaller. Le rétablissement et l'amélioration des moyens de subsistance ruraux nécessitent souvent qu'une attention soit accordée à divers aspects interdépendants comme l'accès à la terre (productive, en jachère et de pâturage), aux ressources marines et aquatiques (stocks de poissons), aux réseaux sociaux, aux ressources naturelles comme le bois et les produits forestiers non ligneux, les plantes médicinales, les terrains de chasse et de collecte, les zones de pâturage et de cultures, l'eau douce, et l'accès à l'emploi.

La difficulté associée à la réinstallation urbaine est le rétablissement de moyens de subsistance liés à l'exercice d'emplois salariés ou à l'exploitation d'entreprises qui dépendent souvent de leur emplacement (proximité des emplois, des clients et des marchés par exemple).

Les mesures destinées à améliorer ou rétablir les moyens de subsistance du PACRI seront :

- a) **Moyens de subsistance liés à l'exploitation de terres** : les déplacés économiques qui vivent de la terre se voient octroyer des terres de remplacement dont la combinaison du potentiel productif, des avantages en termes d'emplacement et d'autres caractéristiques est au moins équivalente à celle des terres perdues.

Selon le contexte et la nature des moyens de subsistance touchés, les «autres caractéristiques» pourraient comprendre le statut juridique des terres, l'accès à des terres de pâturage, à des terres en jachère, à des forêts, des combustibles et l'eau. En outre, selon le type de déplacement économique et/ou le site sur lequel les personnes touchées par le projet sont réinstallées, elles peuvent bénéficier des avantages suivants :

- i. aménagement physique de terres agricoles (par exemple, défrichage, nivellement, routes d'accès et stabilisation ou enrichissement des sols);
- ii. clôture des terres de pâturage ou de cultures;
- iii. intrants agricoles (semences, semis, engrais, irrigation);
- iv. soins vétérinaires;
- v. microcrédit, y compris banques de semences, banques de bétail et prêts d'argent;
- vi. accès aux marchés (par exemple, grâce aux moyens de transport, à un meilleur accès à l'information sur les débouchés commerciaux et à un appui organisationnel); et

- vii. formation (y compris fourniture de conseils aux personnes et aux ménages sur les risques liés aux moyens de subsistance et sur les possibilités d'indemnisation et d'investissement).

Lorsque les moyens de subsistance liés à l'exploitation de terres agricoles de subsistance sont durement touchés en raison d'une perte considérable de terres productives, une attention particulière doit être accordée à la fragilité, y compris aux risques d'insécurité alimentaire auxquels peuvent être exposés les ménages touchés. Les autres facteurs de fragilité comme les risques d'érosion et les risques climatiques (sécheresse, inondations, changement climatique, etc.) devraient être pris en compte dans l'évaluation des risques liés aux moyens de subsistance et l'élaboration de nouvelles mesures d'appui.

b) Moyens de subsistance liés à l'exercice d'emplois salariés : Les salariés issus des communautés et des ménages touchés peuvent bénéficier d'une formation et d'un placement professionnels, de dispositions inscrites dans les contrats conclus avec les entrepreneurs du projet concernant l'emploi temporaire ou de longue durée de travailleurs locaux, et de microcrédit pour le financement d'entreprises débutantes. Les salariés dont les traitements ont été suspendus lors de déplacements physiques reçoivent une aide à la réinstallation qui couvrent ces coûts et d'autres dépenses connexes. On donne les mêmes chances aux personnes touchées de tirer parti de ces dispositions. L'emplacement des logements de réinstallation, pour ce qui est des déplacés physiques, peut être un facteur décisif de leur stabilité économique. Il conviendrait de tenir compte de la possibilité pour les salariés de continuer d'accéder à leurs lieux de travail pendant et après la réinstallation ; s'ils n'en ont pas la possibilité, des mesures d'atténuation devraient être mises en œuvre pour assurer la continuité et éviter, pour les communautés et les ménages touchés, une perte nette de bien-être.

c) Moyens de subsistance liés à l'exploitation d'entreprises : Les entrepreneurs et artisans établis ou débutants peuvent bénéficier de crédits ou de formation (par exemple sur la planification d'activités, les techniques commerciales, les inventaires et le contrôle de la qualité) afin de développer leurs entreprises et de créer des emplois au niveau local.

Le tableau ci-dessous présente la matrice de compensation y relative en considérant la Loi n° 2010/001 DU 13 AVRIL 2010³ portant promotion des petites et moyennes entreprises au Cameroun comme une référence.

Tableau 11 : Matrice d'éligibilité liée à la perturbation de certaines activités et formes de compensation

Eligibilité	Formes de compensation
Exploitant de l'activité informelle qui peut s'encadrer dans la définition de petite entreprise (qu'emploi entre six (06) et vingt (20) personnes)	Les exploitants des activités informelles recevront une indemnisation forfaitaire du coût de déménagement et de perte de revenus pendant la période transitoire de rétablissement, à évaluer sur la base d'une catégorisation des petites activités

³ La loi n°2010/001 du 13 avril 2010 portant promotion des petites et moyennes entreprises au Cameroun a posé les bases de la réforme pour une optimisation de la contribution des TPE et PME au PIB national. Aux termes de cette loi, la TPE et la PME sont en effet définies structurellement autour de deux éléments que sont le Chiffre d'affaires et le nombre de personnes employées.

Eligibilité	Formes de compensation
	(MINPMEESA). Ils bénéficieront de la provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente, et de la prise en charge des salaires des employés (pour ceux qui en ont) pendant la période d'interruption de l'activité
Exploitant de l'activité qui peut s'encadrer dans la définition de petite entreprise (qui emploie entre Vingt et Un (21) et Cent (100) personnes).	Les personnes affectées recevront une indemnisation du coût de reconstruction, du coût de déménagement et de la perte de revenus pendant la période de rétablissement, à évaluer au cas par cas. I Is bénéficieront de la provision d'un site alternatif dans une zone d'activités équivalente, et de la prise en charge des salaires des employés (pour ceux qui en ont) pendant la période d'interruption de l'activité

L'aide accordée en plus du bénéfice d'un site alternatif, répondra à la formule ci-après :

Aide accordée = **Revenus moyen mensuel x 3 mois + frais de déménagement.**

e. Évaluation de la valeur des bâtiments et structures touchés

Conformément à la NES N°5 les bâtiments et structures touchés devront être soit remplacés par des bâtiments de surface et de caractéristiques au moins équivalentes ou mieux, soit évaluées à la valeur intégrale de remplacement, sans dépréciation et sans les coûts de transaction incluent les frais administratifs, les frais d'enregistrement ou d'acte, les frais de déménagement raisonnables et tous autres frais semblables imposés aux personnes concernées. Pour assurer une indemnisation au coût de remplacement, il peut se révéler nécessaire d'actualiser les taux d'indemnisation prévus dans les zones du projet où l'inflation est élevée ou le délai entre le calcul des taux d'indemnisation et le versement de l'indemnisation est important.

Dans le cas de reconstruction par le Projet, le plan des maisons de remplacement devra être validé par les personnes affectées pendant la préparation du plan de réinstallation, et ce en respect de leurs us et coutumes.

La compensation s'effectuera pour les structures suivantes :

- a) Tout habitat actif situé dans l'emprise des équipements ;
- b) Tout habitat abandonné à cause d'un relogement ou recasement d'un individu ou d'un ménage ;
- c) Tout habitat endommagé directement par des activités d'implantation et de maintenance

des ouvrages.

La compensation prendra également en compte les ouvrages annexes à l'habitat touché comme les clôtures, les latrines, les cuisines, les porcheries, les poulaillers, les hangars, les étables, les bergeries, les greniers en banco, cimentés ou non, puits / forages, etc. Par ailleurs, les cases rondes et les maisons à une pièce devront être remplacées par des maisons à deux pièces.

Les valeurs de remplacement seront basées sur :

- a) Le coût moyen de remplacement des différents types de logements et structures, basé sur la collecte d'informations sur le nombre et les types de matériaux utilisés pour construire les différents types de structures (parpaings, briques, poutres, bottes de paille, portes, etc.);
- b) Les prix des matériaux collectés dans les différents marchés locaux ;
- c) Les coûts de transport et de livraison des matériaux au site de remplacement ;
- d) L'estimation de la construction de nouveaux bâtiments incluant la main d'œuvre requise.

Le mode de définition institutionnel de la base de calcul pour les constructions au Cameroun est l'**Arrêté n°00832/Y.15.1/MINUH/D00 du 20 novembre 1987** fixant les bases de calcul de la valeur vénale des constructions frappées d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cependant pour une compatibilité avec la NES N°5, le projet sur la base d'une étude socioéconomique définira la valeur des biens impactés aux coûts en cours sur le marché local à la date de l'évaluation.

Les valeurs des barèmes d'évaluation des terrains et des actifs qui sont fixés par la réglementation correspondante seront mises à jour à la valeur de marché à la date de l'évaluation pour le PR en question. A cet effet, l'indice d'inflation annuel peut être utilisé depuis la première année de la réglementation jusqu'à la date d'évaluation du PR en question.

B. Négociations avec les PAP

Conformément aux dispositions du décret n°87/1872 du 16 décembre 1987 (articles 15 et 16), en vertu de leur personnalité juridique, les collectivités territoriales décentralisées (CTD) engageront les négociations avec les PAP sur la base du Rapport d'évaluation des pertes validé par la Banque mondiale, conformément aux exigences de la NES N°5.

Les négociations porteront essentiellement sur le mode de compensation, en espèce ou en nature.

Toutes négociations seront menées librement et de bonne foi avec la participation de toutes les parties. Cela suppose : de faire des efforts pour parvenir à un accord ; de mener des négociations constructives et de bonne foi ; d'éviter les retards injustifiés ; de respecter les accords conclus et de les appliquer de bonne foi ; et de donner aux parties suffisamment de temps pour discuter des différends collectifs et de parvenir à un règlement ;

La durée des négociations n'excédera pas 03 mois dans l'ensemble de leurs opérations ;

La négociation est un échec si les PAP n'acceptent pas les propositions qui leurs sont faites. Dans ces conditions, le recours à l'arbitrage du MINDCAF est indispensable pour l'ensemble des PAP. Si une

partie des PAP acceptent la négociation et ses conclusions, seul le restant des PAP n'ayant pas accepté les clauses de la négociation sera assujéti à l'arbitrage du MINDCAF ;

Si l'échec persiste, la CTD peut recourir à la déclaration d'utilité publique (DUP) conformément aux dispositions du décret n°87/1872 du 16 décembre 1987 (articles 15 et 16) ;

Les personnes installées dans les emprises du projet après la date du début des enquêtes d'expropriation ne seront pas éligibles aux indemnisations/compensations en tant que personnes affectées ;

Les personnes affectées exerçant les activités commerciales (moyens d'existence et source de revenu) sur les emprises des infrastructures envisagées sont éligibles à une compensation. A ce sujet, seules les installations fixes et semi-fixes (y compris celles qui sont informelles) seront visées par cette disposition ;

Un compte rendu du déroulement de toutes les opérations d'expropriation et/ou de réinstallation des PAP par voie de négociation, sera dressé en trois exemplaires et transmis au Gouvernement (Premier Ministre, Ministre en charge des domaines) et à la Banque mondiale ;

La procédure de recours est celle définie dans le mécanisme de gestion des plaintes mis en place dans le cadre du Projet

IX.PROCEDURES INSTITUTIONNELLES EN MATIERE DE VERSEMENT DES INDEMNISATIONS ET D'AUTRES AIDES A LA REINSTALLATION

Le Décret n° 87/1872 du 16 décembre 1987 portant application de la loi n° 85/9 du 4 juillet 1985 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation stipule :

Art. 2 (d) Tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique saisit le Ministre chargé des Domaines d'un dossier comprenant la disponibilité des crédits d'indemnisation avec indication de l'imputation budgétaire ou de tous autres moyens d'indemnisation.

En son art. 17 il est prévu que le décret d'expropriation désigne l'autorité chargée de prendre la décision de mandatement des crédits correspondants.

Au regard des articles sus cités, il ressort que le MINTP assurera le lead en matière de compensation des PAPs.

Les usages en cours prévoient que sur la base du rapport d'évaluation des biens de la CCE, le décret d'indemnisation soit produit, les chèques sont ensuite préparés par la Caisse Autonome d'Amortissement (dont la mission est (entre autres) la gestion des fonds d'emprunts publics de l'Etat, des organismes publics ; parapublics et de ses correspondants).

Lesdits chèques sont remis aux victimes à travers le Président de la commission de paiement qui travaille avec un billeteur désigné. Cette mise à disposition des fonds devrait se faire contre décharge.

Au terme du processus un rapport de paiement est produit.

Les cas d'accord négocié, donation volontaire et plan de réinstallation sans expropriation seront complétés.

a. Mesures d'atténuation ou de compensation

Les plans de réinstallation ont pour rôle de clarifier les principes directeurs de la réinstallation, les dispositions organisationnelles et les critères conceptuels qui s'appliqueront aux sous projets futurs. Bien plus, ils définissent les actions à mettre en œuvre pour atténuer et ou compenser l'impact du préjudice que peut causer la réinstallation.

Quelques éléments que devront comporter les plans de réinstallation qui seront élaborés sont :

- Logement, infrastructures et services sociaux. Les plans visant à fournir (ou à financer la fourniture à la communauté locale) de logements, d'infrastructures (par exemple l'adduction d'eau, des routes de desserte, etc.) et des services sociaux (comme des écoles, des centres de santé, etc.) ; les plans pour maintenir ou fournir un niveau comparable de services aux populations hôtes ; tout aménagement des sites, tout ouvrage de génie civil ainsi que les plans architecturaux de ces installations.
- Analyse des opportunités de développement économique. Le plan de réinstallation identifie et évalue toutes les possibilités de promotion de moyens de subsistance améliorés à la suite du processus de réinstallation.
- Une assistance pour participer aux réunions de consultation ou aux groupes de discussion, notamment de transport pour se rendre aux lieux des réunions de consultation, ou de visites chez des ménages individuels pour y mener des consultations pourra être accordé aux personnes touchées reconnues comme personnes défavorisées ou vulnérables.
- **La cohésion sociale soit préservée.** Ainsi, il faudra :
 - stimuler le mouvement associatif (organisation paysanne, réseaux communautaires, groupements sociaux, etc.) par centre d'intérêt, par type d'activités et par catégorie sociale ;
 - identifier les réels propriétaires des biens ou attributaire des parcelles impactées en impliquant les autorités traditionnelles dans les recensements ;
 - assurer la transparence dans la procédure de recensement des biens et de paiement des compensations.
- Maintenir le cadre de vie et la soutenabilité de l'économie locale. Pour y parvenir le projet s'attellera à :
 - organiser les activités économiques par centre d'intérêt ;
 - créer des plateformes d'échange, de suivi-évaluation de ces activités économiques afin de proposer de façon participative des recommandations pour pallier aux difficultés rencontrées ;
 - favoriser au maximum les travaux de Haute Intensité en Main d'Œuvre dans les travaux d'entretien des canaux d'irrigation, des ouvrages (routes, forages, puits, écoles, etc.), source de création d'emploi ;
 - sensibiliser les populations sur les opportunités d'emplois créées par le projet ;
 - assurer la transparence dans la procédure de distribution des subventions aux populations ;
 - privilégier les locaux dans le recrutement de la main d'œuvre qualifiée pour l'accompagnement des personnes affectés par le projet dans leurs activités économiques ;
 - impliquer toutes les catégories sociales dans la prise des décisions.

b. Types d'assistance aux groupes vulnérables

Chaque plan de réinstallation envisagé devra indiquer les dispositions relatives à l'assistance aux

groupes vulnérables et identifier les organismes les plus appropriés pour mener ces actions. L'assistance aux groupes vulnérables dans le cadre d'un processus de déplacement et de recasement suivra la procédure suivante :

- Identification des groupes et personnes vulnérables, identification des causes et conséquences de leur vulnérabilité, soit par le biais d'entretiens directs menés avec les personnes vulnérables, ou avec les membres de leurs familles, ou alors avec les représentants de la communauté concernée. Cette étape d'identification est essentielle car souvent, les personnes vulnérables ne participent pas aux réunions d'information sur le Projet, et leur existence peut demeurer inconnue si le Projet n'adopte pas une démarche proactive d'identification ;
- Identification des mesures d'assistance nécessaires aux différentes étapes du processus : négociation, compensation, déplacement ;
- Mise en œuvre des mesures d'assistance ;
- Suivi et poursuite de l'assistance après le déplacement si nécessaire, ou identification d'organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux susceptibles de prendre le relais quand les interventions du Projet s'achèveront.
- Outre les compensations reconnues à toutes les catégories de personnes affectées, les groupes vulnérables bénéficieront de certaines mesures particulières prescrites par la NES N°5 et contenues dans l'expression « Assistance ». L'assistance pourra prendre des formes diverses selon les desideratas des concernés et selon les besoins de chacun. Les différentes formes d'assistance sont récapitulées dans le tableau 7 ci-dessous.

X. PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA REINSTALLATION AVEC LES TRAVAUX DE GENIE CIVIL

Les activités du sous-projet qui entraîneront des déplacements physiques et/ou économiques ne démarreront pas tant que ces plans spécifiques n'auront pas été mis au point et approuvés par la Banque mondiale.

Le processus de mise en œuvre de la réinstallation est encadré par le principe énoncé dans la loi n°85/9 du 4 juillet 1985 et la NES N°5 selon lequel l'indemnisation aux PAP est préalable à toutes opérations d'expropriation. Ainsi, les travaux de réinstallation seront exécutés avant le démarrage effectif des travaux.

La mise en œuvre de la réinstallation débute dès la phase de conception des sous-projets. La mission de conception est décomposée en éléments portant sur l'esquisse, l'avant-projet sommaire (APS), l'avant-projet définitif (APD), le projet, les études d'exécution et de synthèse ou la conformité et le visa des études d'exécution aux sous-projets.

L'étude des variantes de conception des sous-projets en phase avant projets sommaires (APS) veillera à intégrer les questions de réinstallations involontaires. La finalité étant d'éviter ou de minimiser l'acquisition de terres ou les restrictions à l'utilisation qui en est faite. Il en résultera une comparaison entre les coûts et avantages environnementaux, sociaux et financiers, et une attention particulière sera accordée

aux effets de ces différentes variantes selon le genre et sur les couches pauvres et vulnérables.

Suivant les variantes retenues et sur la base des travaux de recensement et études socioéconomiques de référence qui seront réalisés, des estimations des coûts éventuels seront faites en phase APS. La prise en compte desdits coûts permettra d'évaluer rapidement les coûts pour définir le budget relatif et la viabilité des options de conception, des technologies, des tracés ou des sites de rechange. Cette évaluation des coûts de réinstallation aux stades précoces des sous projets permettra de prendre en compte les niveaux d'incertitude appropriée, et devra inclure les imprévus, selon les cas. Les estimations des coûts de réinstallation et les imprévus pourront par conséquent être ajustés lors de la conception et de la mise en œuvre des sous-projets.

Les rapports des études d'avant-projet définitif (APD) ayant obtenu l'avis de non-objection présenteront les données sur l'emprise effective des sous-projets retenus et objets d'expropriation pour cause d'utilité publique. Sur la base de ces données se réaliseront les travaux de la CCE qui produira les différents procès-verbaux nécessaires à la publication du décret d'expropriation.

Lors de la production des plans d'exécution, les ressources financières seront mobilisées pour les indemnités. Ces ressources seront remises aux ayants droits sans délai après mobilisation.

La période de sélection des entreprises correspondra à la phase de libération des emprises et d'aide à la réinstallation pour les personnes qui y sont éligibles. Ainsi, les PAP percevront leurs dus avant le début du démarrage des chantiers.

Le suivi et évaluation sera continu tout au long de l'exécution des travaux. Ce suivi aura pour objectif de veiller à ce que les limites des emprises soient respectées, que le MGP soit opérationnel et adresse les questions efficacement, les plaintes liées à la réinstallation.

Le tableau suivant résume la relation entre le plan de réinstallation et les activités de génie civil.

Tableau 12: Processus de mise en œuvre de la réinstallation articulé avec les travaux de génie civil

Mise en œuvre du plan de réinstallation	Travaux de génie civil
Consultations publiques et sensibilisations	
Etude socio-économique	Etudes en phases APS et APD
Définition de la variante définitive; L'emprise déclarée d'utilité publique ;	
Recensement des PAP par la CCE ;	Finalisation des études APD
Publication du décret d'expropriation ;	
Mobilisation des ressources (humaine et financière) pour la compensation des PAP ;	
Mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation, d'assistance aux personnes vulnérables, etc. (réinstallation, paiement des	Production des plans d'exécution

compensations, etc.)	
Libération des emprises	
Suivi & évaluation du plan de réinstallation	Travaux
Audit des plans de réinstallation	Entre 85% d'exécution des travaux et la réception provisoire

XI.MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

a. Plaintes de Réinstallation

Les potentielles plaintes liées à la réinstallation sont : les sous évaluations des pertes (terres, biens, revenus), les omissions (dans le décret d'expropriation et ou dans le plan de réinstallation), litiges (internes à la famille) quant à l'ayant-droit de la compensation, le retard dans les délais de paiement des compensations, l'absence de communication ou diffusion de l'information (sur le chronogramme, les critères d'admissibilité et les mesures de gestion des impacts de la réinstallation, etc.).

Les plaintes liées à la réinstallation seront gérées par le Comité Local de Gestion des Plaintes (CLGP) à travers le Mécanisme de Gestion des plaintes (MGP) du projet, qui fait partie du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) du projet. Le MGP constitue un important outil d'appui pour gérer en temps opportun les préoccupations particulières soulevées par les personnes déplacées (ou d'autres) en lien avec les indemnisations, la réinstallation ou le rétablissement des moyens de subsistance.

Le MGP intégré l'approche et la démarche nécessaire et opérationnelle à adopter pour l'enregistrement, le traitement et la réparation systématique des plaintes formulées par les différentes personnes qui interviennent dans le cadre des Plans de Réinstallation.

Le MGP sera affiné pour chaque Plan de Réinstallation, pour prendre compte des vues exprimées par les communautés touchées pendant le processus de planification de la réinstallation. La participation des femmes à la préparation du MGP de chaque PR fera l'objet d'une attention particulière. Dans certaines communautés, il est souligné le statut inférieur des femmes et les difficultés qu'elles rencontrent pour l'accès à l'information et prendre part à la prise de décision.

Le MGP sera élargi aux populations riveraines et autres acteurs de la zone du projet tout en demeurant accessible gratuitement, et il va intégrer les principes d'impartialité et de confidentialité.

Ledit MGP ne empêchera l'accès à d'autres moyens de recours judiciaire ou administratif qui pourraient être prévus par la loi ou par des procédures d'arbitrage existantes

Les parties prenantes seront informées systématiquement de l'existence du MGP et des mesures prises pour les protéger contre toutes représailles pour l'avoir utilisé.

Sans excéder un délai maximum de 07 jours, le processus de gestion des plaintes/doléances à l'Unité de Gestion du Projet (UGP) passe par la collecte et l'enregistrement ; l'accusé de réception et l'information ; le tri et le traitement ; la vérification, l'enquête et l'action le feed-back et la clôture.

Les 6 étapes de la gestion des plaintes sont décrites ci-dessous.

b. Opérationnalisation du MGP

(i). Dépôt/collecte des plaintes

Divers lieux et canaux de réception seront mis à disposition pour recevoir les plaintes. Les principales entités de collecte des plaintes dans le cadre du PACRI seront :

- Les Comités Locaux de Gestion des Plaintes (CLGP) au sein des villages
- Les Comités Départementaux de Gestion des Plaintes (CDGP) ;
- Le comité central de gestion des plaintes.

Les modalités de transmission des plaintes incluent les plaintes :

- en personne, face à face ;
- par courrier formel transmis (inclus les boîtes à suggestions);
- par courrier électronique transmis ;
- par appel téléphonique / plaintes verbales, anonymes;
- plate-forme numérique mise en place par le PACRI ;
- par envoi d'un SMS, d'un texto WhatsApp aux numéros de téléphone disponibles, numéro vert...

Un numéro vert ainsi qu'une adresse électronique sera mis à disposition du public pour la réception des réclamations. Des numéros de téléphone spécifiques et des adresses e-mail seront fournis une fois le projet approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale. Un formulaire de plainte standardisé joint en annexe 3 du présent CR sera mis à disposition et sera disponible et utilisé pour la réception des plaintes.

(ii). Accusé de réception et suivi

Le dépôt d'une plainte quel que soit le canal utilisé (voie orale, courrier, téléphone, SMS, Numéro vert, présentation physique, etc.) engendrera automatiquement un accusé de réception qui sera remis au plaignant.

L'accusé de réception est transmis par les responsables dédiées au niveau des canaux de réception. Cet accusé de réception se fera dans un délai de 48 heures maximum à partir de la réception. Le contenu de l'accusé de réception sera conforme aux éléments présentés dans le PMPP.

(iii). Tri et traitement des plaintes

Cette phase passe par la catégorisation, l'enregistrement, la classification, le traitement et la transmission.

- Catégorisation des plaintes

Cette opération consistera à classer les plaintes selon quelle relève de la réinstallation dans le cadre du PACRI ou non.

- Enregistrement

C'est l'opération qui consistera à renseigner la base de données du MGP du PACRI. Le projet sera doté d'une base de données numérique. Elle sera administrée par un personnel du projet dédié au MGP. Le processus débutera par une codification des identifiants des auteurs des requêtes. Le nom du plaignant et le code y afférant sera conservé sur un document tenu confidentiel en annexe au MGP et groupe restreint du personnel dédié au MGP y aura accès.

L'enregistrement des données concernera les informations telles que le code du plaignant, la nature de sa plainte, la date de transmission de la plainte/doléance, l'emplacement géographique de la réclamation, le sexe, l'âge etc. Seul le code attribué à la plainte sera utilisé dès lors.

- La classification

Les réclamations seront classées en catégories pour la hiérarchisation et leur traitement, l'affectation de la personne chargée de la résoudre et le délai établi pour celle-ci (par exemple, types spécifiques prenant en compte l'urgence et le risque, ou le degré de sensibilité de la réclamation)

- Le traitement

Cette opération consistera à identifier les requêtes qui ne sont pas liées au PACRI. A ce stade deux hypothèses devront être adressées :

- Hypothèse 1 : Si la requête est liée aux activités du PACRI, ils en informent le plaignant en lui indiquant la procédure à suivre et le temps de réponse.
- Hypothèse 2 : Si la requête n'est pas liée aux activités du PACRI, ils en informent le plaignant en lui indiquant le service compétent pour traiter de ladite requête.

(iv). Vérification, investigation et action

Pour une gestion participative et efficace des plaintes/réclamations du ressort de la NES5 et en lien avec la mise en œuvre des activités du PACRI, les plaintes liées à la réinstallation seront traitées et gérées par la CCE et l'UGP.

(v). Suivi et évaluation

Les responsables du projet suivront les indicateurs de performance du mécanisme de gestion des plaintes et prendront les mesures correctives nécessaires.

Le suivi et évaluation du MGP se fera à l'aide des données statistiques. Les indicateurs de suivi, tels que :

- Nombre de plaintes reçues par sexe ;
- Les plaintes les plus fréquentes par sexe ;
- Le délai moyen pour les résoudre ;
- Le nombre des plaintes résolues au premier point de contact par sexe ;
- Le pourcentage de plaignants satisfaits des mesures prises après leur plainte ;
- Pourcentage des plaintes d'EAS/HS référées aux prestataires de services à travers les différentes portes d'entrées du MG ;
- Proportion de plaintes résolues ;
- Proportion de plaintes non-résolues ;
- Délai de réponse apportée aux plaintes ;
- Délai de réponse apportée aux plaintes d'EAS/HS ;
- % de cas où les solutions ont donné lieu à des recours par les plaignants ;
- Canal utilisé par le plaignant pour transmettre la plainte : (En personne ; Téléphone, SMS/texte ; Message électronique et/ou courrier ; Autre (que le plaignant juge utile).

Les principaux instruments de suivi et évaluation du MGP du PACRI seront :

- Procès-verbaux de mise en place des comités de gestion des plaintes ;
- Tableaux d'enregistrement des plaintes (nombre des plaintes enregistrées) ;
- Procès-verbaux de conciliation ;

- Procès-verbaux de clôture ;
- Tableaux de clôture de plaintes ;
- Rapport d'évaluation trimestrielle des comités de gestion des plaintes.

(vi). Clôture

La clôture de la plainte se fera par l'information aux plaignants **des résultats** obtenus à l'issue du traitement de la requête. A cet effet, l'équipe dédiée au MGP mènera les actions suivantes :

- Contacter les usagers/usagères du MGP afin d'expliquer la suite réservée au traitement de leurs plaintes/doléances ;
- Expliquer toutes les étapes du MGP qui ont été effectivement suivies;
- Informer sur les résultats des investigations pour les plaintes fondées;
- Faire signer un PV d'acceptation de la résolution au plaignant satisfait;
- Expliquer au plaignant insatisfait qu'elle/il peut faire un appel;
- Sanctionner la clôture de la gestion de la doléance/réclamation, par un acte formel (décision, lettre, site web, Journal du projet le cas échéant, voie d'affichage, émission radio, etc.) ;
- Renseigner la base de données sur le résumé du traitement de la doléance ;
- Archiver et classer de manière rigoureuse la documentation relative au dossier du/de la plaignant(e) ;
- Documenter les leçons apprises ;
- Publier les rapports des résultats du MGP en prenant compte du principe de confidentialité.

Le Spécialiste en Sauvegarde Sociale est responsable de l'archivage des plaintes (formulaire d'enregistrement et de traitement des plaintes, PV de conciliation, décision de justice, etc.).

c. Plaintes liées aux VBG/EAS/HS

Dans le cadre de la réinstallation, le frottement des populations déplacées et les populations hôtes et les travailleurs du projet avec la population, peuvent entraîner des comportements déviants notamment les VBG/EAS/HS (le viol, les agressions physiques, les mariages d'enfants, mariage précoce et /ou mariage forcé.) si des mesures de sensibilisation et d'intégration ne sont pas menées. Aussi il est nécessaire d'établir un mécanisme approfondi de gestion des plaintes liées aux VBG/EAS/HS.

Le MGP du projet intègre donc les plaintes liées aux VBG/EAS/HS au même titre que les autres types de plaintes. Toutefois, afin d'apporter des précisions sur un ensemble d'exigences nourries par la sensibilité des VBG/EAS/HS, l'expert social et genre de l'UGP développera les précisions sur la réception, traitement, et clôture des plaintes liées à la VBG/EAS/HS afin d'assurer que ces plaintes soient traitées de façon rapide (avec référence aux services médicales, psychosociales, et légaux selon les standards internationaux⁴), confidentielle, éthique, et centrée sur la survivante.

Quand une plainte est reçue elle est référée à un point focal VBG qui sera désigné et qui se chargera d'enregistrer la plainte avec une fiche qui donne un code unique à la survivante et ses informations sont sauvegardées/protégées dans les tiroirs fermés à clés avec un mot de passe. La Banque mondiale est notifiée immédiatement par le l'Expert VBG de l'UGP Projet (fiche des informations qui donne juste la date de l'incident, la date du rapport au MGP, l'âge/sexe de la survivante, l'âge/sexe/employeur si pertinent de l'auteur présumé, le type de VBG, si l'incident est lié au projet selon la survivante, et les services à laquelle la survivante a été référé/accepte. La survivante est conseillée sur les services disponibles et référés service

en question. Le suivi de la survivante sera fait par une ONG spécialisée qui sera recrutée ou par les services compétents préalablement cartographiés.

d. Dispositions administratives et recours à la justice

La saisine des instances judiciaires est possible à tout moment dans le cadre de la résolution des conflits. Cependant, la recherche des solutions auprès de l'établissement bénéficiaire et du comité ad-hoc de médiation est vivement encouragée, étant entendu que la voie judiciaire est de nature à occasionner des blocages et des retards dans l'exécution des sous projets. C'est pourquoi dans ces cas de figure, il est suggéré que le Projet puisse prendre les mesures pour éviter cette voie de recours et de maintenir les solutions de résolution amiable. En vue de la mise en œuvre du Projet, ce MGP qui encadre spécifiquement les cas de réinstallation éventuelle pouvant survenir dans le cadre du Projet sera finalisé suivant la structure décrite ci-dessus.

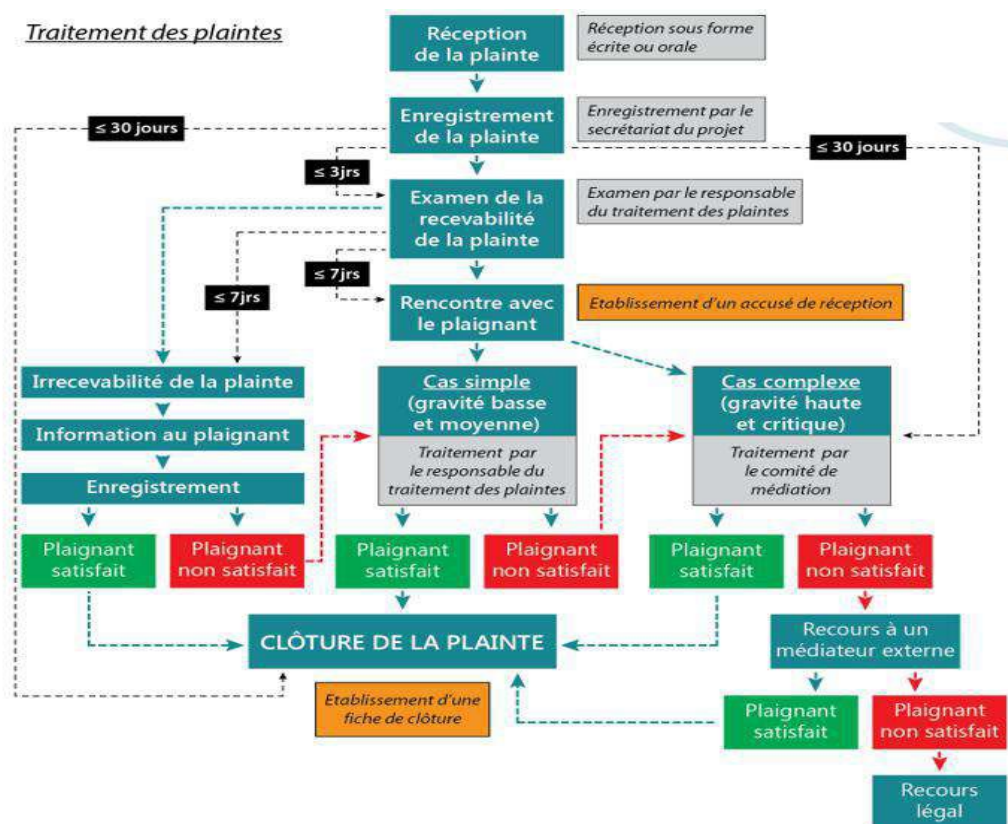


Figure 2 :Logigramme de traitement des plaintes

XII. MODALITÉS DE FINANCEMENT DE LA RÉINSTALLATION

Le budget de la mise en œuvre des plans de réinstallation sera entièrement supporté par les ressources directes du Gouvernement. Le budget de financement du cadre de réinstallation sera financé par le projet, particulièrement parmi les coûts opérationnelles.

L'estimation du budget nécessaire à la réinstallation involontaire ne saurait être définie avec précision à ce niveau du projet. En effet, certains sous-projets sont en cours d'identification et les besoins d'acquisition de terres pour leur mise en œuvre ne sont pas encore connus. De ce fait, ils ne peuvent être estimés avec précision.

Toutefois, une enveloppe forfaitaire de 250 000 000 de francs CFA est affectée aux potentiels plans de réinstallation et 45 000 000 de francs CFA pour le financement du cadre de réinstallation, comme détaillé dans le tableau suivant.

Tableau 13: Budget estimatif de mise en œuvre du cadre de réinstallation et de réalisation des plans de réinstallation hors PM

Rubrique	Coût estimatif			Observations
	Coût unitaire	Quantité	Cout total (CFA)	
Mise en place et fonctionnement des Commissions de constat et d'évaluation des biens (CCE)		CCE départementales	Pour Mémoire(PM)	Les fonctions des membres des CCE sont gratuites. Toutefois, il peut en cas de disponibilités budgétaires être allouée aux intéressés une indemnité de session fixée par Arrêté du Ministre chargé des domaines ; -Les frais de fonctionnement de chaque CCE sont inscrits dans le budget du Ministère bénéficiaire
Plans de réinstallation, élaboration (par consultants si nécessaire), compensation, assistance et autres		Au moins 4 PAR	250 000 000	
Compensation des biens			PM	-Le coût sera estimé dans les plans de réinstallation
Assistance à la réinstallation			PM	Le coût sera estimé dans les plans de réinstallation
Suivi du processus de Réinstallation par les / spécialistes SSE et SSS du projet		Dans la ZIP	PM	Coût qui sera pris en charge dans les frais généraux de l'Expert Social (cf. CGES)
Suivi du processus de réinstallation par les responsables régionaux du MINTP/MINEPAT	5 000 000	02	10 000 000	Bien que cette action rentre dans la mission régalienne des services déconcentrés du MINTP, MINEPAT, il sera judicieux de prendre en charge quelques frais de suivi, afin d'assurer le suivi effectif sur le terrain. Ceux-ci sont parfois limités par les moyens de fonctionnement mis à leur disposition par leur administration centrale
Suivi du processus de réinstallation par les Comités locaux de réinstallation	2 500 000	02	5000 000	Ce coût devra être pris en charge par le projet pour s'assurer du dynamisme de ces comités
Evaluation de la réinstallation	10 000 000	02 évaluations dont 01 à la fin du Processus d'expropriation	20 000 000	Cout des investigations Honoraires du consultant
Renforcement des capacités des instances impliquées MINEPAT/MINTP,	5 000 000	4 atelier	10 000 000	. Ce coût prend en compte les frais de la logistique liée à l'organisation des 4 ateliers de formation

Rubrique	Coût estimatif			Observations
	Coût unitaire	Quantité	Cout total (CFA)	
CCE, Comités locaux de réinstallation, ONG				
			295 000 000	

XIII. MÉCANISMES DE CONSULTATION ET DE PARTICIPATION DES PERSONNES DÉPLACÉES

L'un des objectifs majeurs de la NES n°5 est de veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation. La zone du projet est réputée pour la pratique de la transhumance. Aussi la région de l'extrême nord du pays est affectée par les migrations du fait de la crise sécuritaire qui sévit dans la sous-région. Cette situation conforte l'hypothèse selon laquelle des communautés de réfugiés et de déplacés internes existent dans la zone du projet.

Pour les plans de réinstallation à préparer lors de la mise en œuvre du projet, l'étude socio-économique déterminera la période à laquelle les bergers exploitant les espaces fourragers de la zone seront présents dans la zone du projet. Des consultations publiques seront organisées durant ces périodes. Les autres groupes et personnes déplacés du fait de la crise sécuritaire seront conviés à prendre part aux consultations. Ainsi faisant, la possibilité de participer à l'élaboration du plan de réinstallation et à la mise en œuvre des activités censées améliorer ou, à tout le moins, rétablir leurs conditions de vie sera garantie à toutes les catégories des personnes déplacées.

Le mécanisme débutera par des échanges entre les acteurs du projet et les chefs locaux. Ces derniers mobiliseront les communautés ciblées par les voies de communications traditionnelles et modernes. Des affiches seront placées dans les chefferies, sous-préfectures et mairies de la zone du projet. Aussi des communications radiophoniques seront diffusées en langues locales et officielles via les radios locales.

1. Objectif des consultations

L'objectif global des consultations était d'impliquer l'ensemble des acteurs y compris les PAP à la prise de décision finale concernant les activités du projet. Quant aux objectifs spécifiques poursuivis par une telle démarche, ils permettent de :

- présenter le contenu des activités du projet et de ses enjeux socioéconomiques ainsi que les risques et impacts sociaux négatifs des travaux envisagés ;
- recueillir des attentes des parties prenantes dont les populations bénéficiaires du projet et les PAP ;
- convenir des propositions de minimisation des impacts sociaux du projet ;
- favoriser l'appropriation des travaux envisagés par l'ensemble des différentes parties prenantes ;
- faire la synthèse des consultations et formuler des recommandations ;
- mettre en place un comité de gestion des plaintes pour satisfaire tous les partis durant tout le processus.

2. Démarches et Stratégie de consultation et de participation pour ce CR

La stratégie de consultation s'est basée sur l'approche participative ou inclusive de tous les acteurs impliqués et concernés par les activités du projet. Ainsi, les consultations publiques ont été organisées dans

les différents arrondissements bénéficiaires du projet avec les parties prenantes. Ces consultations ont réuni les autorités locales, les conseillers communaux et les conseillers locaux), les cadres techniques, les cadres de mairie, les populations bénéficiaires.

Les stratégies de mobilisation ont permis d'informer les autorités locales, les cadres techniques et de la mairie de la date, de l'heure et du lieu où les consultations publiques seront organisées en insistant sur l'importance de leur présence. En ce qui concerne, les PAPs et les populations riveraines, elles ont été informées de la date, de l'heure et du lieu de consultation Publique lors des séances d'information organisées en amont, et par le biais des activités d'inventaires des biens et personnes affectées par le projet (PAP). Au total, cinq consultations publiques ont été réalisées au cours du mois de janvier 2023 dans le cadre du présent CR.

Les consultations ont été animées par l'équipe de sauvegardes de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint du MINTP accompagnée par l'ONG RIDEV.

Le tableau ci-dessous fait le récapitulatif des participants à la consultation publique.

Tableau 14: Récapitulatif des participants à la consultation publique.

Effectif total de participant	Nombre de femmes	Nombre d'homme	Pourcentage d'hommes	Pourcentage des femmes
184	48	136	74	26

Source des données : CR, 2023 MINTP

3. Disposition particulière

Les consultations publiques se sont été déroulées dans les arrondissements d'intervention du projet. Cependant, lors des séances de sensibilisations et de mobilisations sur le lieu et la date de démarrage des consultations publiques. Il est rappelé également lors des informations les dispositions que chaque participant doit prendre lors des consultations pour garantir les mesures de distanciation en raison de la pandémie du Coronavirus. En outre, un dispositif de lavage de mains obligatoire est mis à l'entrée de chaque lieu de rassemblement et les participants devront également se munir d'un cache-nez.

XIV. PROCÉDURE DE SUIVI DES PLANS DE RÉINSTALLATION

Le succès du processus de réinstallation dépend en grande partie des arrangements institutionnels et des capacités des structures impliquées dans le processus de sa mise en œuvre. Les plans de réinstallation définiront des jalons qui seront appréciés sur une base mensuelle en vue d'une définition et mise en œuvre des actions urgentes de redressement en cas d'écarts ou de dysfonctionnement observés dans la mise en œuvre des plans de réinstallation.

a. Mise en œuvre du cadre de suivi

Le suivi du processus de réinstallation fera partie intégrante du suivi global du Projet. Il s'effectuera tout au long du projet. Il se fera par une démarche holistique, qui consistera à : (i) une évaluation des rapports et comptes rendus des travaux exécutés dans le cadre de la réinstallation ; (ii) suivi et analyse des données obtenues de l'opérationnalisation du MGP lié à la réinstallation ; (iii) les enquêtes auprès des PAP; (iv) l'observation in situ ; etc. Sur la base des observations faites à l'issue des opérations sus-évoquées des recommandations seront faites à l'endroit des acteurs de l'implémentation pour correction et/ou amélioration de la mise en œuvre de la réinstallation.

Tous les aspects du processus seront passés en revue, notamment le respect des principes et les conditions de vie des personnes et communautés affectées (conditions d'hébergement, situation familiale, activités, relations avec les communautés hôtes, etc.).

Un rapport trimestriel, semestriel et annuel de suivi des actions de recasement sera préparé par le Spécialiste en sauvegarde sociale du projet, et transmis à la Banque mondiale pour information. Il évaluera la mise en œuvre du plan de réinstallation.

b. Indicateurs de suivi du plan de réinstallation

Les indicateurs de suivi seront définis dans les plans de réinstallation. A ce stade du projet, les indicateurs de suivi projetés sont de trois ordres : informatifs, sociaux et économiques (tableau 13). D'autres indicateurs pertinents pourront être identifiés et intégrés à la liste ci-après en fonction de la situation particulière de chaque localité concernée et des conditions de réinstallation

Tableau 15: Quelques indicateurs de suivi

Actions	Indicateurs
Information et consultation des personnes et communautés affectées	<ul style="list-style-type: none"> a. Nombre de dépliants/affiches produits et diffusés sur le sous projet b. Nombre de réunions organisées et niveaux de participation des populations (selon la structure des genres)
Réinstallation (physique)	<ul style="list-style-type: none"> c. Nombre de ménages et personnes physiquement déplacés ; d. Nombre de ménages et personnes affectés ; e. Nombre de ménages et personnes réinstallés ; f. Nombre de personnes vulnérables recensées, déplacées, consultées, compensées/assistées/ réinstallées ; g. Situation d'hygiène et de salubrité dans les sites de recasement ; h. Nombre de cas de maladies liées au déplacement enregistrés ; i. Nombre de maisons détruites et nombre de maisons construites ; j. Nombre de plaintes et réclamations enregistrées avant le déplacement, nombre de cas traités, nombre de requêtes satisfaites ;
Déplacement économique	<ul style="list-style-type: none"> k. Superficie des terres acquises pour les ouvrages et superficie des terres de recasement ; l. Nombre de sites dont l'accès sera restreint ; m. Mesures adaptatives pour adresser la restriction aux sites ; n. Structure des activités des déplacés après la réinstallation ; o. Revenus moyens des ménages avant et après la réinstallation (avec valorisation de l'autoconsommation) ; p. Structure des dépenses des ménages réinstallés ; q. Nombre de jeunes en situation de chômage avant et après le recasement ; r. Nombre d'enfants scolarisés avant et après le recasement ; s. Nombre d'infrastructures économiques (marchés, routes, etc.) détruites, nombres construits ; t. Type et nombre de cultures et arbres cultivés détruits, nombre et types replantés ; u. Rendements et productions agricoles, pastorales et halieutiques ; v. Nombre de personnes vulnérables ayant changé leur statut

Actions	Indicateurs
	d'occupation ; w. Revenus des personnes et ménages affectés et leur évolution (avant et après la réinstallation) ; x. Nombre par typologie des bâtiments (potto potto, brique de terres, dur, semi dur, planche, etc.) reconstruit sur les sites de recasement ; y. Montant total des compensations effectivement payées ; z. Pourcentage de réalisation du budget des compensations prévu.

c. Responsables du suivi des Plans de Réinstallation

L'activité de suivi du processus de réinstallation involontaire s'effectuera de manière participative par tous les acteurs tant au niveau local, départemental qu'au niveau de la direction du projet et même au niveau de la Banque mondiale.

• Au niveau local

Le suivi incombera aux Comités locaux de suivi de la réinstallation. Chaque comité qui représente les communautés affectées assurera le suivi de toutes les activités décrites dans le processus et s'assurera que le processus de la réinstallation se déroule conformément aux principes définis dans le présent cadre de réinstallation et dans le(s) plan(s) de réinstallation(s). Chaque Comité organisera son travail selon le contexte, mais de manière à respecter les séquences et à s'assurer que la réinstallation se fasse au mieux des intérêts des personnes et communautés affectées. Chaque Comité produira un rapport de suivi mensuel à l'attention du MINTP, en relation avec toutes les séquences du calendrier. Les rapports à produire contiendront l'ensemble des informations sur les divers indicateurs proposés ci-dessus. Ces rapports seront soumis à la CCE.

• Au niveau départemental

Les délégations départementales du MINTP assureront le suivi du processus sur le terrain, en collaboration avec Le SSS du Projet. Ils effectueront des visites ponctuelles pour croiser les informations contenues dans les rapports de suivi des comités locaux de réinstallation et apporteront éventuellement des amendements nécessaires en fonction des situations relevées.

Les responsables produiront un rapport mensuel de suivi de la réinstallation et dont les résultats apparaîtront clairement dans le rapport de suivi mensuel du SSS du Projet.

Le SSS dressera un rapport de suivi mensuel qu'il soumettra à la Banque mondiale pour information.

BIBLIOGRAPHIE

EIES PACRI, Février 2023, CHEMAS

CPR route Mora-Dabanga-Kousséri, 2016 ; MINTP

EIES route Mora-Dabanga-Kousséri, 2016, MINTP

PMPP PACRI, février 2023, MINTP

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence pour l'élaboration du plan de réinstallation(PR)

- 1. Introduction**
- 2. Contexte et justification de l'élaboration de ce plan de réinstallation**
 - a. Description générale du projet**
 - b. Objectif de Développement du Projet**
 - c. Zones d'intervention du Projet**
- 3. But de ces Termes De Référence pour l'élaboration du Plan de réinstallation**
- 4. Promoteur du projet**
- 5. Présentation sommaire des ouvrages objet du plan de réinstallation**
- 6. Localisation administrative et géographique du projet**
- 7. Contexte socio-économique de la zone du projet**
- 8. Mandat et obligations du consultant**
- 9. Obligations relatives aux documents**
- 10. Secret professionnel**
- 11. Relation avec les autres parties impliquées**
- 12. Responsabilités**
- 13. Composition de l'équipe d'étude**
- 14. Obligations du maître d'Ouvrage**
- 15. Cadre juridique et institutionnel pour l'élaboration du PR**
- 16. Démarche méthodologique pour l'élaboration du plan de réinstallation**
 - a) Calendrier d'exécution de l'étude et de remise des livrables**
 - b) Rapport de démarrage**
 - c) Plan de réinstallation provisoire**
 - d) Plan de réinstallation final**
- 17. Contenu du plan de réinstallation**

I. **Description du projet.** Description générale du projet et identification de la zone du projet.

II. **Effets potentiels.** Identification :

a) des composantes ou des activités du projet qui donnent lieu à un déplacement, en expliquant pourquoi les terres retenues doivent être acquises et exploitées pendant la durée de vie du projet ;

b) de la zone d'impact de ces composantes ou activités ;

c) de l'envergure et l'ampleur des acquisitions de terres et des effets de telles acquisitions sur des ouvrages et autres immobilisations ;

d) des restrictions imposées par le projet à l'utilisation des terres ou d'autres ressources naturelles, ainsi qu'à l'accès aux dites terres ou ressources ;

e) des variantes de conception du projet envisagées pour éviter ou minimiser les déplacements et des motifs pour lesquels celles-ci ont été rejetées ; et

f) des mécanismes mis en place pour minimiser les déplacements, dans la mesure du possible, pendant la mise en œuvre du projet.

III. **Objectifs.** Les principaux objectifs du programme de réinstallation

IV. **Recensement et études socioéconomiques de référence.** Les conclusions d'un recensement des ménages permettant d'identifier et de dénombrer les personnes touchées et, avec la participation de ces personnes, de faire des levés topographiques, d'étudier les ouvrages et d'autres immobilisations susceptibles d'être affectés par le projet. Le recensement remplit également d'autres fonctions essentielles :

a) Identifier les caractéristiques des ménages déplacés, notamment en décrivant la structure des ménages et l'organisation de la production et du travail ; et recueillir des données de référence sur les moyens de subsistance (y compris, le cas échéant, les niveaux de production et les revenus générés par les activités économiques formelles et informelles) et les niveaux de vie (y compris l'état de santé) de la population déplacée ;

b) Recueillir des informations sur les groupes ou les personnes vulnérables pour lesquelles des dispositions spéciales seront probablement nécessaires ;

c) Identifier les infrastructures, les services ou les biens publics ou collectifs susceptibles d'être affectés ;

d) Établir une base pour la conception et la budgétisation du programme de réinstallation ;

e) Établir une base pour exclure les personnes non admissibles à l'indemnisation et à l'aide à la réinstallation en même temps qu'une date limite d'admissibilité est fixée ; et

f) Établir des conditions de base à des fins de suivi et d'évaluation. Si la Banque le juge utile, d'autres études sur les sujets suivants peuvent être exigées pour compléter ou étayer les résultats du recensement :

g) Les régimes fonciers et les systèmes de transfert de propriété, y compris un inventaire des ressources naturelles en propriété collective dont dépendent les populations pour leurs revenus et leur subsistance, les systèmes d'usufruit sans titre de propriété (y compris la pêche, le pâturage, ou l'exploitation

de zones forestières) régis par des mécanismes d'allocation des terres reconnus au niveau local, et toutes les questions soulevées par les différents systèmes fonciers existants dans la zone du projet ;

h) Les modes d'interaction sociale dans les communautés touchées, y compris les réseaux sociaux et les systèmes d'aide sociale, et la manière dont ceux-ci seront affectés par le projet ; et

i) Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, y compris une description des institutions formelles et informelles (par exemple les organisations communautaires, les groupes rituels, les organisations non gouvernementales [ONG]) qui peuvent être prises en compte dans la stratégie de consultation et dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

V. Cadre Juridique. Les résultats d'une analyse du cadre juridique, couvrant :

a) L'étendue du pouvoir d'expropriation et d'imposition de restrictions à l'utilisation des terres et la nature des indemnisations connexes, y compris à la fois la méthodologie d'évaluation et les délais de paiement ;

b) Les procédures juridiques et administratives applicables, notamment une description des moyens de recours à la disposition des personnes déplacées pendant les procédures judiciaires et le délai normal pour de telles procédures, ainsi que tout mécanisme de gestion des plaintes disponible et applicable dans le cadre du projet ;

c) Les lois et réglementations concernant les agences responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation; et

d) Les disparités, s'il y en a, entre les lois et pratiques locales en matière d'expropriation, d'imposition de restrictions à l'utilisation des terres et d'établissement de mesures de réinstallation et les dispositions de la NES n.5, ainsi que les dispositifs permettant de corriger ces disparités.

VI. Cadre institutionnel. Les résultats d'une analyse du cadre institutionnel, couvrant :

a) L'identification des agences chargées des activités de réinstallation et des ONG/OSC susceptibles de jouer un rôle dans la mise en œuvre du projet ; y compris en apportant une aide aux personnes déplacées ;

b) Une évaluation des capacités institutionnelles de ces agences et ONG/OSC ; et

c) Toutes les mesures proposées pour renforcer les capacités institutionnelles des agences et des ONG/OSC responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation.

VII. Admissibilité. Définition des personnes déplacées et critères pour déterminer leur admissibilité à l'indemnisation et aux autres aides à la réinstallation, y compris les dates butoirs pertinentes.

VIII. Évaluation des pertes et indemnisations. La méthode à utiliser pour évaluer les pertes afin de déterminer leur coût de remplacement ; et une description des types et niveaux d'indemnisation proposés pour les terres, les ressources naturelles et d'autres actifs en vertu du droit local ainsi que les mesures supplémentaires jugées nécessaires pour atteindre le coût de remplacement dans chaque cas.

IX. Participation communautaire. Participation des personnes déplacées (y compris des communautés d'accueil, le cas échéant) :

a) Une description de la stratégie de consultation et de participation des personnes déplacées dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des activités de réinstallation ;

b) Un résumé des points de vue exprimés et de la façon dont ces points de vue ont été pris en compte dans la préparation du plan de réinstallation ;

c) L'examen des options de réinstallation proposées et des choix opérés par les personnes déplacées parmi les options qui leur ont été soumises ; et

d) Des dispositifs institutionnalisés à partir desquels les personnes déplacées peuvent transmettre leurs préoccupations aux responsables du projet tout au long des phases de planification et de mise en œuvre, et les mesures pour faire en sorte que des groupes vulnérables tels que les peuples autochtones, les minorités ethniques, les paysans sans terre et les femmes soient correctement représentés.

X. Calendrier de mise en œuvre. Un calendrier de mise en œuvre fournissant les dates de déplacement envisagées, et une estimation des dates de démarrage et d'achèvement de toutes les activités prévues sur le plan de réinstallation. Ce calendrier devrait indiquer comment les activités de réinstallation sont liées à la mise en œuvre de l'ensemble du projet.

XI. Coûts et budget. Des tableaux présentant des estimations de coûts par rubrique pour toutes les activités de réinstallation, y compris les ajustements pour tenir compte de l'inflation, de l'accroissement de la population et d'autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; les sources de financement ; et les dispositions prises pour que les fonds soient disponibles en temps utile et pour le financement de la réinstallation, s'il y a lieu, dans les zones ne relevant pas de la juridiction des organismes d'exécution.

XII. Mécanisme de gestion des plaintes. Le plan décrit les procédures abordables et accessibles pour un règlement par des tiers des différends découlant du déplacement ou de la réinstallation des populations touchées ; ces mécanismes de gestion des plaintes devraient tenir compte de la disponibilité de voies de recours judiciaires et de dispositifs communautaires et traditionnels de règlement des différends.

XIII. Suivi et évaluation. Des dispositifs pour le suivi des déplacements et des activités de réinstallation par l'organisme d'exécution, complétés par des contrôles indépendants jugés opportuns par la Banque, pour garantir une information complète et objective ; des indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les apports, les prestations et les résultats associés aux activités de réinstallation ; la participation des personnes déplacées au processus de suivi ; l'évaluation des résultats dans un délai raisonnable après la fin de toutes les activités de réinstallation ; en utilisant les résultats du suivi des activités de réinstallation pour orienter la mise en œuvre ultérieure du projet.

XIV. Dispositions pour une gestion adaptative. Le plan devrait inclure des dispositions pour adapter la mise en œuvre des activités de réinstallation à l'évolution imprévue des conditions du projet, ou à des difficultés inattendues pour obtenir des résultats satisfaisants en matière de réinstallation.

Dispositions supplémentaires à intégrer dans les plans lorsque la réinstallation implique un déplacement physique

XV. L'aide transitoire. Le plan décrit l'aide à fournir pour la réinstallation des familles et de leurs biens (ou de l'équipement et des stocks de l'entreprise). Il décrit également toute aide supplémentaire à fournir aux ménages qui choisissent d'être indemnisés en espèces et de chercher eux-mêmes leur logement de remplacement, y compris en construisant une nouvelle maison. Lorsque les sites prévus pour la réinstallation (pour les habitations ou les entreprises) ne peuvent pas encore être occupés au

moment du déplacement physique, le plan établit une indemnité transitoire suffisante pour couvrir les dépenses temporaires de location et autres coûts associés jusqu'à ce que ces sites soient prêts.

XVI. Choix et préparation du site, et réinstallation. Lorsque les sites prévus pour la réinstallation doivent être préparés, le plan de réinstallation décrit les autres sites de réinstallation envisagés et justifie le choix des sites retenus, y compris par les éléments suivants :

a) Les dispositifs institutionnels et techniques mis en place pour identifier et préparer les sites de réinstallation, en milieu rural ou urbain, dont la combinaison du potentiel productif, des avantages en termes d'emplacement et des autres caractéristiques est meilleure ou au moins comparable aux avantages des anciens sites ; assortis d'une estimation du temps nécessaire pour acquérir et céder les terres et les ressources connexes ;

b) L'identification et l'examen de possibilités d'amélioration des conditions de vie au niveau local en réalisant des investissements supplémentaires (ou en établissant des mécanismes de partage des avantages tirés du projet) dans les infrastructures, les équipements ou les services ;

c) Toutes les mesures nécessaires pour empêcher la spéculation foncière ou l'afflux de personnes inadmissibles sur les sites retenus ;

d) Les procédures de réinstallation physique dans le cadre du projet, y compris les délais de préparation et de cessions des sites ; et

e) Les modalités légales de régularisation de la propriété et de transfert de titres aux personnes réinstallées, y compris la sécurité de jouissance pour les personnes qui n'avaient pas les pleins droits sur les terres ou les structures concernées.

XVII. Logement, infrastructures et services sociaux. Les plans visant à fournir (ou à financer la fourniture à la communauté locale) de logements, d'infrastructures (par exemple l'adduction d'eau, des routes de desserte, etc.) et des services sociaux (comme des écoles, des centres de santé, etc.) ; les plans pour maintenir ou fournir un niveau comparable de services aux populations hôtes ; tout aménagement des sites, tout ouvrage de génie civil ainsi que les plans architecturaux de ces installations.

XVIII. Protection et gestion de l'environnement. Une description des limites des sites de réinstallation prévus ; et une évaluation de l'impact environnemental de la réinstallation proposée et des mesures visant à atténuer et à gérer cet impact (coordonnée autant que possible avec l'évaluation environnementale de l'investissement principal occasionnant la réinstallation).

XIX. Consultation sur les modalités de la réinstallation. Le plan décrit les méthodes de consultation des déplacés physiques sur leurs préférences parmi les options de réinstallation qui leur sont proposées, y compris, le cas échéant, les choix se rapportant aux formes d'indemnisation et d'aide transitoire, à la réinstallation de familles isolées ou de communautés préexistantes ou de groupes apparentés, au maintien des modes d'organisation des groupes, et au déplacement des biens culturels ou à la conservation de l'accès à ceux-ci (à l'exemple des lieux de culte, des centres de pèlerinage et des cimetières).

XX. Intégration dans les communautés d'accueil. Les mesures visant à atténuer l'impact des sites de réinstallation prévus sur les communautés d'accueil, y compris :

a) Les consultations avec les communautés d'accueil et les autorités locales ;

b) Les dispositions relatives au versement rapide de tout paiement dû aux hôtes pour les terres ou d'autres biens cédés au profit des sites de réinstallation prévus ;

c) Les dispositions permettant d'identifier et de régler les conflits qui peuvent surgir entre les personnes réinstallées et les communautés d'accueil ;

d) Toutes mesures nécessaires pour renforcer les services (par exemple, éducation, eau, santé et services de production) dans les communautés d'accueil afin de répondre à la demande accrue de ces services ou de les porter à un niveau au moins comparable aux services disponibles dans les sites de réinstallation prévus.

Dispositions supplémentaires à intégrer dans les plans lorsque la réinstallation implique un déplacement économique

XXI. Le remplacement direct des terres. Pour les personnes qui vivent de l'agriculture, le plan de réinstallation offre l'option de recevoir des terres de remplacement d'une valeur productive équivalente, ou démontre que des terres suffisantes d'une valeur équivalente ne sont pas disponibles. Lorsque des terres de remplacement sont disponibles, le plan décrit les modalités et les délais d'attribution de ces terres aux personnes déplacées.

XXII. Perte d'accès à des terres ou des ressources. Pour les personnes dont les moyens de subsistance sont affectés par la perte de terres, d'utilisation de ressources ou d'accès à des terres ou des ressources, y compris les ressources en propriété collective, le plan de réinstallation décrit les moyens d'obtenir des ressources de substitution ou de remplacement, ou prévoit autrement un appui à d'autres moyens de subsistance.

XXIII. Appui à d'autres moyens de subsistance. Pour toutes les autres catégories de déplacés économiques, le plan de réinstallation décrit des moyens possibles d'obtenir un emploi ou de créer une entreprise, y compris par la fourniture d'une aide supplémentaire adaptée, notamment une formation professionnelle, un crédit, des licences ou des permis, ou encore du matériel spécialisé. Au besoin, le plan de subsistance prévoit une aide spéciale aux femmes, aux minorités ou aux groupes vulnérables qui peuvent avoir plus de mal que les autres à exploiter d'autres moyens de subsistance.

XXIV. Analyse des opportunités de développement économique. Le plan de réinstallation identifie et évalue toutes les possibilités de promotion de moyens de subsistance améliorés à la suite du processus de réinstallation. Il peut s'agir, par exemple, d'accords préférentiels en matière d'emploi dans le cadre du projet, du soutien au développement de produits ou de marchés spécialisés, de l'établissement de zones commerciales et d'accords commerciaux préférentiels, ou d'autres mesures. Le cas échéant, le plan devrait également déterminer la possibilité d'allouer des ressources financières aux communautés, ou directement aux personnes déplacées, par l'établissement de mécanismes de partage des avantages tirés du projet.

XXV. Aide transitoire. Le plan de réinstallation prévoit une aide transitoire à ceux dont les moyens de subsistance seront perturbés. Il peut s'agir de paiements pour compenser la perte de cultures et de ressources naturelles, le manque à gagner subi par les entreprises ou les employés lésés par la délocalisation des entreprises. Le plan prévoit le maintien de cette aide transitoire pendant toute la période de transition.

Annexe 2 : Fiche de Recensement

FICHE DE RECENSEMENT					
SECTION I - Identification de la personne affectée					
I.1.Statut de propriété de l'enquêté					
1. Propriétaire : 2.Locataire; 3.autre précisez:/...../.....					
1.1 Nom et Prénom :					
1.2 Nom et Prénom du répondant :					
1.3 Sexe de la PAP :					
Masculin=1	féminin=2				
1.4 Age de la PAP : / / /					
1.5 Numéro de contact téléphonique de la PAP : .../ / / // / / // / / /					
1.6 Numéro d'identité de la PAP (CNI)/ / / // / / // / / / / / // /					
Pour uniquement les locataires					
1.7. Si locataire: Payer vous une rente locative:					
1=oui	2=non				
1.8 Si oui quel est le montant du loyer.....FCFA/Mois					
1.9 Nom et Prénom du propriétaire du bien:.....					
1.10. Lieu de résidence du propriétaire:.....					
1. 11Contacts téléphonique du propriétaire:.....					
I.2. Caractéristiques sociodémographiques					
I.11 Quel est votre nationalité?					
1=camerounais	2=nigerian	3=tchadien	in 4=centrafrica	5=Autres précisez []......	
I.12 Statut matrimonial de l'enquêté et vulnérabilité :					
1= Marié (e) monogame	2= Marié (e) polygame	3= divorcé (e)	4=veuf/veuv e	5= célibataire:	
I.13 Religion					
1=musulman	2=chrétien	3=Animiste	4=autres précisez []......		
I.14. Quelle est votre ethnie?					
1= Mosgoum	2=peulh	3=arabe Choa	4= autres précisez []......		
I.15 Niveau d'instruction :					

1= aucun	2= primaire	3= secondaire	4= universitaire	5=autodidacte	6=coraniq ue
1.16 Quelle est votre activité économique? principale?.....					
1.17 Exercez-vous une activité économique? secondaire: 1=oui; 2=non) [] si oui précisez.....					
1=oui	2=non	si précisez	oui,		
1.18 Revenu moyen mensuel:					
1.19. Combien d'enfants avez-vous? Combien d'enfants vivant dans la maison avez-vous?					
1.21. Nombre d'enfant de moins de 16 ans					
1.20. Nombre de personnes scolarisées dans votre famille?					
1.22. Souffrez-vous d'un handicap? Un autre membre de famille avec handicap?					
1=oui / /	2=non / /				
1.23. Si oui lequel:.....					
1=physique	2=mental	3=génétique	4= maladie chronique		
1.24. Etes-vous un déplacé interne?					
1=oui	2=non				
1.25. Depuis combien de temps résidez-vous dans le quartier					
1=-1ans	2=1 à 5ans	3=6 à 10ans	4=11 à 15ans	5= +de 16 ans	

SECTION II – Description des terrains et biens (actifs) affectés					
	TERRAIN				
.1.	Superficie totale de la parcelle en ha:.....				
.2.	Superficie totale de la parcelle affectée en ha:.....				
.2.	Quel est le prix moyen du m2 ou de l'hectare de la parcelle?				

.3.	Quelle est la nature de l'occupation de la parcelle? (plus d'un choix de réponse possible)					
	1=activité agricole saisonnière	2=arboriculture	3=marais culture	4=jachère	5= autre précisez)	
.4.	Quel est votre titre d'occupation?					
	1=Aucun	2=Acte de vente	3=bail	4=titre foncier	6= autre précisez:	
.5.	Quelle est la destination du bien? ou de la parcelle?					
	1-Public	2=Privé	3=collectif	4=Autr es		
.6.	Quelle est la nature de l'occupation de la parcelle? (plus d'un choix de réponse possible)					
	1=activité agricole saisonnière	2=arboriculture	3=marais culture	4=jachère	5= autre précisez)	
.7.	Quel est votre titre d'occupation?					
	1=Aucun	2=Acte de vente	3=bail	4=titre foncier	6= autre précisez:	
.8.	Quelle est la destination du bien ou la parcelle?					
	1-publics	2=Privés	3=collectif	4=Autr es		
.9.	Avez-vous des Tombes dans la parcelle?					
	1=oui	2=non				
	Quel type?					
	1=en terre	2=cimentée	3=carrelée			
	BIENS (ACTIFS AFFECTÉS)					
.10	Quel type de bien seront affecté(s) par le projet?					
	Bâtiments=1	Parcelle=2	Installation=	Autre=4 précisez :		

			3	[].....		
.11	État du bâtiment ou de l'installation affecté					
	1=Neuf	2=bon état	3=vétuste	4=très vétuste	5= ruine	6= autre précisez:
.12	Quelle est la nature d'occupation du bâtiment ? (plus d'un choix de réponse possible)					
	1=résidentiel	2=commercial (vente)	3=bureau (service)	4=ateli er	5=autres Préciser	
.13.	Superficie totale du bâtiment affectée en ha:.....bâtiment affectée en ha ou mètres?					

Section III. Evaluation de l'activité économique affectée

3.0: Caractéristiques de l'activité affectée

3.1: Activités commerciales non agricoles

Types d'Activités	Nombre de jour de travail par semaine	Nombre d'employés	Revenu moyen journalier	Salaires du personnel ou Montant alloué au personnel

3.2: Activités agricoles

3.2.1. Cultures

Type de spéculation	Superficie Cultivée affectée (ha ou m2)	Valeur/Revenu (FCFA/ha ou m2)	Valeur Totale (FCFA)

3.2.2 Arbres

Espèce	Nombre pieds affectés	Niveau de maturation (jeune 1 ou adulte 2)	Rendement en Kg / pied	Valeur en FCFA/kg	Valeur (FCFA) totale

SECTION IV: Préférence de réinstallation et/ou de compensation de la PAP/donation

Quelle est votre préférence en termes d'indemnisation pour les pertes que vous pourriez subir ?

Type d'indemnisation (pour les terrains, les bâtiments, les biens, les arbres et autres possessions)	Cochez un choix
Compenser entièrement les pertes en espèces	1
Obtenir un terrain en remplacement et compenser le reste des pertes en espèces	2

Remplacer le terrain et les installations à neuf sur un nouveau site	3
Ne rien compenser, c'est une donation	4
Autre, précisez	5
Type d'indemnisation (pour les terrains, les bâtiments, les biens, les arbres et autres possessions)	Cochez un choix
Compenser entièrement les pertes en espèces	1
Obtenir un terrain en remplacement et compenser le reste des pertes en espèces	2
Remplacer le terrain et les installations à neuf sur un nouveau site	3
Ne rien compenser, c'est une donation	4
Autre, précisez : _____	5

Selon vous, de quelle façon devrait se faire le déplacement physique de vos biens pour perturber le moins possible vos activités quotidiennes ?.....	
Disposez-vous d'autres terres pour continuer d'exercer vos travaux agricoles?.....	

Signature de la personne affectée

Signature de l'enquêteur

Annexe 3 : Formulaire de réception des plaintes

FORMULAIRE DE RECEPTION DE LA PLAINTÉ			
INFORMATION SUR LE/LA PLAIGNANT(E)			
Nom et prénom(s) :			Sexe :
Date et lieu de naissance :		Mode saisine :	
Téléphone :		Adresse :	
Sous-projet ou activité concerné :			
Pièce d'identité :	N° :	Date d'enregistrement :	
N° d'enregistrement :		Code PAP si Plaignant est PAP :	
<p>Notre comité prend vos préoccupations très au sérieux et nous vous remercions de nous avoir soumis votre plainte. Nous mettrons tout en œuvre pour que votre plainte soit examinée rapidement et en toute équité.</p>		<p>Description de la plainte</p>	
<p>Nous vous tiendrons informé(e) dans un délai de jours ouvrables et selon votre convenance (lettre écrite, mail, appel téléphonique), des suites qui seront réservées à votre plaintes.</p>			
<p>Pour plus d'informations, les procédures de notre mécanisme de règlement des plaintes s'articulent autour de quatre étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recevoir la plainte et en accuser réception. • Examiner et évaluer la plainte, en faisant une analyse approfondie de la plainte et en associant, le cas échéant, le personnel technique. • Proposer des solutions et en discuter avec le requérant, ouvrir la discussion à l'ensemble des préoccupations pouvant animer le requérant et appliquer les solutions une fois celles-ci acceptées. En cas de refus, faire remonter la plainte au niveau supérieur pour examen et mesures complémentaires éventuelles 			

<p>(Comité communal ou l'UCP) ou vous laisser votre droit de saisir les juridictions compétentes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clore la plainte et évaluer le résultat. 	
<p>Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.</p>	
<p>Informations sur la personne ayant reçu la plainte :</p>	
Nom et prénoms :	Téléphone :
Comité de niveau :	Quartier/Commune :
<p>Signature/Visa</p>	